

# Le Huchoèr

N°12

Journal anarcho-indépendantiste breton

1,5 €

# TRAWALC'H

## *Riposte !*



L'actualité ne nous donne guère de raisons de nous réjouir. Les États et le capitalisme se portent plutôt bien.

La Loi de confiance dans l'Économie Numérique va encore supprimer des lieux d'expression, de démocratie (même déjà fort imparfaits) sur Internet. Les individus continuent à être traités comme du bétail, que ce soit dans les prisons, ici et ailleurs, ou en dehors... les capitaux ne connaissent pas de frontières mais on continue à expulser des sans-papiers par charters après leur avoir fait subir l'enfer dans notre cher Eldorado européen. Tandis qu'ici le secteur de l'immobilier pénitentiaire connaît un effroyable essor, certains font semblant de découvrir qu'en Irak, comme ailleurs, même dite « démocratique », une armée signifie guerre, c'est-à-dire asservissement, tortures et boucheries.

Les attentats madrilènes vont donner un coup de fouet au flicage : en Hexagone, le plan Vichy-pirate nous offre le spectacle d'un véritable état de siège : les bidasses, Famas au poing, qui patrouillent sans cesse dans nos rues servent plus à réprimer les classes « dangereuses » qu'à combattre le terrorisme...

La précarité semble aussi avoir de beaux jours devant elle : à Rennes les salariés de STMicroelectronics qui ont déjà occupé durant plusieurs mois leur lieu de travail (pour protester contre leur licenciement en bloc) se préparent à être éjectés par la milice du capital. Et c'est pas forcément mieux ailleurs.

Le procès des militants bretons emprisonnés depuis plusieurs années a, sans surprise, laissé transparaître la supercherie d'un acharnement pour des motivations politiques et il semble que ce soit loin d'être fini pour certains d'entre eux. Ne manquons pas de faire l'accueil qu'il se doit à ceux qui ont eu la chance de revenir parmi les leurs, continuons à soutenir ceux qui y sont restés.

Le rythme des élections ne s'interrompt jamais et continue à nourrir les illusions : le « message » des électeurs au gouvernement Raffarin a permis à celui-ci de prendre un second souffle... on prend les mêmes et on fait pire ! En Bretagne, certains cultivent particulièrement l'amnésie : les espoirs d'émancipation culturelle que fait miroiter la région passée « à gauche » n'est pas sans rappeler une certaine année 1981...

Trawalc'h ! Que faire ? Amorcer la riposte assurément, c'est à dire diffuser nos idées d'actions et de modes de fonctionnement alternatifs, s'investir quotidiennement dans les luttes, là où le malaise se fait de plus en plus ressentir. Empêcher que d'autres récupèrent ces combats, être les éternels empêcheurs de tourner en rond, et ce même (voire surtout) envers les camarades indépendantistes et les autres libertaires.

Bemdez hag e pep lec'h : bevomp disuj !

Per-Ewan



*Salut à Thierry, qui nous a quitté fin mars à Rennes. Compagnon, camarade de lutte dans le comité de soutien à Annie et Bernard, dans le collectif Du-ruty, à Pen kalet, dans le comité de soutien au peuple palestinien de Bégard... nous n'oublierons pas tes engagements malgré tous tes soucis de santé. Longue vie au P.C.K... !!! Continuons le combat !*

**Le Huchoër ( le porte-voix en gallo ) est le journal trimestriel de la  
Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)**

**Contact : huchoer@no-log.org**

**Le Huchoër c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex**

## ***Plate-forme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire***

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, les Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire. La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
- Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
- Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
- Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)

ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

### **Nous sommes internationalistes**

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttés (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

### **Libertaires**

Nous nous inscrivons en continuité du mouve-

ment d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'État, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée

être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive.

Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires.

Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individu-es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la ré-appropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploités. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

<http://www.cbil.lautre.net>

## Quand le bâtiment va, tout va...

*Ne ra nemet kreskiñ niver a dud toullbac'het e Bro-C'hall. Ha cheñchet e vo penn d'ar vazh a gredit ? Nann, kavout a reont gwelloc'h kreskiñ ivez niver a brizonioù e-lec'h prederiañ war ar perak eus sifr ar brizonidi... met amañ kaoz a zo ivez eus moneiz, ha pa glevont trouz an arc'hant, spered hor mistri a goll an nebeudig a skiant a chome dezho.*

Les majors du BTP sont heureux ! Le gouvernement français a donné plus de liberté au marché de la construction des prisons. En effet, le gouvernement fait semblant de s'apercevoir qu'il n'aura jamais assez de temps ou d'argent pour dégorger les prisons qu'il ne cesse de remplir, pour construire de nouveaux bâtiments. Le taux d'occupation des prisons est actuellement de 126% en moyenne, mais en y regardant de plus près, des prisons atteignent des pics de surpopulation de 220% comme à Bayonne (143 détenus pour 65 places !), et de 235% comme à Toulon. Le Comité Anti Torture du conseil de l'Europe estime que les conditions de détention s'apparentent parfois à un « traitement inhumain et dégradant ». Au 1<sup>er</sup> mars 2004 donc, 61.032 personnes croupissent dans les geôles de l'État fran-



çais qui ne sait battre des records que dans ce genre de disciplines. Cocorico !

Les prisons dégorgent... le peuple morfle, mais bonne nouvelle, les actions du bâtiment vont grimper

en flèche.

Pierre Bedier avait déclaré dans un entretien au *Figaro Entreprises* que la construction des 18 nouveaux établissements pénitentiaires prévus (environ 11000 places) sera désormais financée par les groupes de BTP, alliés à des banques. L'État deviendra donc loca-



taire des murs et par conséquent versera un loyer aux entrepreneurs de BTP ainsi qu'aux banques ce qui réjouit des groupes comme Bouygues et Eiffage : « Avoir comme locataire l'État, on ne peut rêver mieux comme garantie », filiales qui avaient été condamnées à des amendes dont le total se monte à 95 millions d'euros pour une série d'ententes réalisées dans les années 1990.

Outre les BTP et les banques, l'architecte Guy Autron s'en met lui aussi plein les poches. En effet, le vice-président de l'Académie d'Architecture ne sait plus où donner de la tête : Guy Autron a dessiné la maison d'arrêt d'Épinal, le centre pénitentiaire de Guyane, il a remporté le programme 13 000 Zone Est (réalisation de 7 établissements pénitentiaires) et le programme 4000-France (3 établissements pénitentiaires)...

## La prison ça rapporte

On le voit bien, les enjeux monétaires sont énormes, et la prison représente une manne financière qui permet l'arrosage de bon nombre d'entreprises liées de près ou de loin avec le pouvoir politique.

Le politique ne se soucie pas de voir déborder ses prisons... La politique sursécuritaire menée depuis quelques années (amorcée faut-il le rappeler par la gôche plurielle) n'est pas prête de s'arrêter en si bon chemin... Le carcéral fait partie intégrante de l'économie et le patronat l'a très bien assimilé. Un détenu en France ne signe pas de contrat de travail, ni avec son employeur ni avec l'État. N'étant pas soumis au régime général du travail, les détenus ne bénéficient pas du droit d'association, de syndicalisation, d'accès aux congés payés, du chômage, d'arrêts maladie et autres minimas sociaux. De plus les avantages fiscaux pour l'employeur sont loin d'être négligeables (environ 3 à 5% du chiffre d'affaire de l'établissement).

Le travail en détention est une zone de non droit où aime s'engouffrer le capital. L'emploi dans les taules, d'une rare flexibilité, transforme le détenu en une main d'œuvre parfaitement malléable et très rapidement disponible.

La boucle est ainsi bouclée. La misère sociale qui s'installe à l'extérieur transforme le travailleur en chômeur, le chômeur en rmiste, le rmiste en rmaste ou bien en taulard exploité par des entreprises exploitant sans vergogne cette misère dont ils sont en grande partie responsables.

Dans ces conditions, les grands discours sur la réinsertion ne sont que paroles vides de sens, une musique douce servant à endormir le quarteron de socdems qui, ainsi rassuré, pourra encore dormir en paix ce soir...

**Robert Dizober**

## L'anarchisme et la liberté des peuples - Partie 2 -

**Non à la langue officielle, oui aux langues populaires !**

*La question de la culture bretonne qui à l'image de toutes les cultures de ce monde doit être préservée dès lors que des individus le souhaitent, et plus particulièrement la question des langues bretonnes posent le problème des moyens. Cela est à mettre en parallèle avec un slogan couramment entendu dans les manifestations en faveur de la langue bretonne celtique (Ar brezhoneg) : « Brezhoneg, Yezh Ofisiel » ( Le breton langue officielle).*

Cela est un problème à deux titres, d'abord parce qu'une « officialisation » ne peut venir que d'un État (que ce soit celui d'occupation ou celui que certains nous préparent) et en cela je ne peux adhérer en tant que militant anarchiste et donc anti-étatique.

Ensuite, parce que l'officialisation du seul breton celtique, le placerait en état de supériorité face au breton roman (le gallo) voire aurait même tendance à étouffer le gallo, à l'image de ce que le français, langue officielle de l'État français, a fait au breton, au corse, au basque, à l'occitan, au picard... Hors comme dit précédemment, aucune langue ne saurait acquérir à mes yeux un statut de supériorité vis-à-vis d'une autre : c'est pourquoi aucune ne doit disparaître et aucune ne doit dominer. En revanche, et toujours en tant que militant anarchiste et donc anti-étatique, je ne peux accepter qu'un État, et encore plus lorsqu'il s'agit d'un État colonial, fasse tout ce qui est en son pouvoir pour réduire au silence les langues des peuples qu'il maintient soumis, justement dans le but de donner une position de supériorité à une langue, celle qui a chez lui le statut « officielle ».

*Il faudrait toute la mauvaise foi du nationalisme français pour oser nier le rôle qu'a joué l'État français dans l'extermination de certaines langues et dans l'extinction progressive des autres. C'est pourquoi sur la forme on ne saurait personnellement s'opposer à une demande de réparation faite à cet État, que ce soit par les biais du financement des écoles et de l'enseignement du breton, par un affichage bi(tri)lingue, par la traduction des documents administratifs... Mais sur le fond ce serait redonner à cet État la mainmise politique sur nos langues, ce serait remettre une fois de plus leur survie entre ces mains destructrices, enfin, ce serait déresponsabiliser ceux qui veulent faire vivre ces langues en leur retirant l'avenir, alors que nous ne devons avoir qu'un désir pour l'État colonial français (comme pour tout les autres), c'est qu'il disparaisse sans laisser aucune de ses résurgences. Il serait donc déjà bien que l'État*



français, à défaut de sauver nos langues, commence déjà par nous laisser les sauvegarder en paix, les parler librement en tout lieu et en toutes circonstances, même lorsque nous sommes autoritairement convoqués par ses institutions (fisc, tribunaux, forces d'oppression et de répression), les défendre même activement sans être harcelé ou fiché par ses sbires.

Ce n'est donc pas par une officialisation, ni par montage sur piédestal que l'on peut envisager la sauvegarde des langues opprimées et minorisées, mais par une réappropriation populaire et surtout, décomplexée.

**De la défense des cultures à la liberté des peuples.  
Le droit à la lutte.**

Le lien entre la défense des cultures et les luttes d'émancipation des peuples n'est ni simple, ni anodin. Pour une simple et bonne raison : l'oppression d'une culture est souvent intimement liée à l'oppression d'un peuple mais les moyens pour défendre l'un ou l'autre peuvent différer. De plus, la survie de la culture ne signifie pas la liberté du peuple et, réciproquement, l'émancipation du peuple ne garantit en rien la sauvegarde de la culture. Les deux sont donc indissociables et parties intégrantes d'une lutte à laquelle, en tant qu'anarchistes, nous devons prendre part. Si la destruction volontaire d'une culture par un État dominant doit nous paraître inacceptable en tant que telle, le maintien sous domination coloniale d'un peuple doit l'être encore plus. Le centralisme colonial est l'ennemi majeur d'un fédéralisme libertaire de part ses caractères de domination, de contrôle et d'oppression.

Refuser la liberté d'un peuple, c'est aussi se poser soit même en colon en déterminant arbitrairement ce que doit être le statut des (autres) peuples. C'est donc par essence

une démarche autoritariste que l'on ne saurait accepter surtout lorsque l'on est libertaire.

C'est donc parce que tout peuple a le droit d'être libre, que tout peuple a de fait le droit de lutter pour le devenir. *Stigmatiser ou condamner systématiquement les luttes dites de « libération nationales » c'est de facto se poser en allié de l'État colonisateur, ne pas y participer c'est collaborer de manière passive au maintien de la situation d'asservissement, et il est dur de déterminer lequel de ces deux comportements est le plus néfaste. En tout cas les deux sont anti-libertaires sur le fond puisqu'ils contribuent l'un et l'autre à maintenir un asservissement, qui plus est étatique.*

Le droit à la lutte des peuples n'est donc pas niable ni réfutable. En

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

revanche, l'acceptation du principe des luttes d'émancipation ne retire en rien le droit de chaque individu de se montrer critique vis-à-vis des différentes organisations militantes, particulièrement sur le plan du projet de société développé par les dites organisations. On peut pareillement en critiquer les moyens ou les actions à condition que cela se fasse sans remettre en cause le principe du droit de chaque peuple à la liberté. Bien au contraire *la critique constructive des mouvements de libération nationale doit être permanente*. Nous devons mettre en garde contre les groupes bourgeois, autoritaires ou fascistes qui pullulent en marge de ces mouvements. Il ne s'agit pas d'approuver aveuglement les agissements de toutes les organisations participantes mais bien de participer nous aussi, de notre côté, pour que, par notre orientation anarchiste, la libération espérée ne se transforme pas en cauchemar pour les peuples. D'ailleurs la lutte de libération doit être menée de front avec les autres luttes sociales, et sans en être détachée. Comme déjà dit précédemment, l'ensemble des luttes forme un tout indissociable.

### **De l'anarchisme à l'anarcho-indépendantisme : critique des anarcho-nationalistes français**

Si l'anarchisme doit alors permettre, en théorie du moins, d'émanciper les peuples en même temps que les individus, l'un allant avec l'autre, en quoi l'anarcho-indépendantisme est-il nécessaire ? Tout simplement, parce que ce qui vaut en théorie, ne vaut pas toujours dans la réalité. Nombre d'anarchistes, que l'on pourrait qualifier de jacobins, au lieu de défendre l'émancipation des peuples, s'y oppose. Pourquoi ? Certains sont sincères, d'autres moins. Les premiers prennent en crainte ces luttes à cause de leurs travers qui bien souvent ont transformé certaines de ces luttes en ciment de fabrication d'un nouveau pouvoir ou d'un sectarisme générateurs de

plus d'oppression que la situation coloniale. C'est justement pour éviter ces déviations qu'il nous faut nous investir pleinement dans l'émancipation des peuples, pour que cette émancipation porteuse d'espoir ne soit détournée et utilisée par des forces bourgeoises ou étatiques. Ne rien faire, c'est à la fois accepter le fait colonial et remettre en les mains de nos adversaires les espoirs de libération.



Un second point évoqué par ceux qui se refusent à participer aux luttes d'émancipation des peuples, est une supposée opposition entre les luttes dites de « libération nationale » et la sacro-sainte « lutte des classes ». Cette affirmation est inquiétante ; les luttes ne seraient donc pas inter-pénétrantes et interconnectées. La lutte anti-sexiste est-elle incompatible avec la lutte des classes ? , et la lutte antifasciste (n'oublions pas que certains électeurs du FN sont issus de la classe ouvrière...) ? et l'anti-répressif ? et la défense des classes pauvres « non ouvrières » (chômeurs volontaires ou non, par exemple) ? *Réduire l'anarchisme à la seule lutte des classes est non seulement un non-sens mais aussi un renoncement grave à nos convictions qui vise la sup-*

*pression de toutes les formes d'oppression sans aucune distinction et ce au profit de tous les individus.*

Il est, par ailleurs, beaucoup plus inquiétant de relever l'attitude empreinte de mauvaise foi de tant d'autres. Ainsi l'hypocrisie de certains est particulièrement flagrante quand on les voit crier « Solidarité avec le peuple palestinien », « Vive le Chiapas libre », « Free Tibet » et brusquement changer de comportement lorsqu'il s'agit de la Bretagne. Que dire alors d'une organisation qui affichait, il n'y a pas encore si longtemps que cela (années 80-90), sur les murs hexagonaux « Vive la Kanaky libre, sans État ni patrons » mais dont les membres arrachent haineusement aujourd'hui les affiches marquant « Vive la Bretagne libre, sans État ni patrons ». A titre d'anecdote, mais sans vouloir pour autant rentrer dans les polémiques plus récentes car cela n'est pas le propos de ce texte, il me faut raconter ici un dialogue vu et entendu dans un bar de Rennes où se déroulait une réunion entre les différentes organisations libertaires de la ville en vue de la préparation du sommet du G8 à Evian. Ce dialogue portait justement sur les crispations occasionnées par le détournement d'affiches anarcho-indépendantistes bretonnes portant la fameuse mention « Vive la Bretagne libre, sans État ni patrons » : « Pourquoi la Kanaky libre et pas la Bretagne libre ? » « Ben, parce que la Kanaky, c'est une île ! ». Étions nous bêtes au point de ne pas percevoir cette évidence ! « Ben la Corse aussi alors ? » Silence gêné de l'interlocuteur. « Ben oui... Mais non ! Ce n'est pas pareil ! ». Mise à part, l'absence d'argument constructif de sa part, notre interlocuteur semblait avoir une conception assez « spéciale » des relations entre les peuples : les peuples insulaires ont le droit d'être parti intégrante du processus de décolonisation, pas les autres. Colons de tous poils, prenez en de la graine : ne colonisez que les peuples qui se trouvent sur le même continent

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

que vous car la mer et les océans sont garants du droit à la liberté ! Oui, c'est une conception très étrange.

Mais alors, et le Tibet ? et le Chiapas ? Il faut arrêter de chercher sans cesse des justifications et regarder la vérité en face : lorsque c'est loin et exotique, il est toujours de bon ton de soutenir, lorsque c'est proche et concret, il est plus porteur et plus populaire de condamner !

En fait, tout cela découle, de la part de certains anarcho-jacobins, d'une véritable crispation nationaliste du type « touche pas à ma république une et indivisible, berceau des lumières qui illuminent les sauvages de votre espèce, que



vous devriez déjà être content d'être français ». Les relations qu'entretiennent certains de ces individus avec des organisations nationalistes françaises et ultra républicaines se comprennent dès lors plus facilement.

S'il est possible de débattre, de discuter et de travailler avec ceux qui nous opposent une critique sincère de nos idées, il devient de plus en plus douteux de pouvoir le faire avec les autres. Des événements récents sont là pour le prouver, qui hélas jette le discrédit sur toute une organisation, et par à coup affaiblit l'ensemble de la mouvance anarchiste. Comme si nous étions déjà assez représentatifs et assez forts pour cela !

Notre existence, en tant qu'anarcho-indépendantistes tire donc sa pleine justification de l'existence du phénomène colonial mais aussi de l'existence d'éléments centra-

listes et jacobins au sein même du courant anarchiste.

### Le piège du nationalisme

De part sa connotation actuelle et les choses fort différentes qu'il désigne, le terme « nationaliste » ne peut plus être employé qu'avec des pincettes. Tout d'abord, parce qu'il renvoie, à la défense d'une nation ou d'un peuple. Il s'agit de se battre, dans l'une de ses significations courantes, pour la libération d'un peuple, et d'un seul, même s'il n'exclut pas la solidarité avec un ou des peuples « amis ». Or, dans une vision anarchiste, il est inconcevable que la liberté ne soit le droit que de certains peuples. C'est le droit de tous les peuples ou groupements d'individus à leur émancipation qu'il faut soutenir sans aucune exclusion. En tant qu'anarcho-indépendantiste, je ne défends pas seulement l'indépendance de la Bretagne, mais le droit à l'indépendance de tous les peuples opprimés et dominés du

monde. L'ancrage particulier (apprentissage du breton, défense de la culture, participation à la lutte d'émancipation du peuple breton sur tous les plans) de la lutte à laquelle je souhaite participer en Bretagne n'est due qu'à un concours de circonstance : mon lieu de vie, l'endroit dans lequel je souhaite m'investir, la culture à laquelle je suis attaché, le lien affectif me rattache à mon « terroir ».

Mon but n'est absolument pas d'exacerber un sentiment national breton, encore moins de prôner une forme quelconque de patriotisme, mais d'affirmer que *tou(te)s ont le droit de vivre librement, sans domination coloniale, avec leur(s) culture(s), leur(s) langue(s) sans avoir à craindre du mépris centraliste, sans voir opposer à leur culture, une prétendue culture supérieure, sans voir défiler de-*

*vant leurs yeux les armées et les forces policières d'un État (étranger ou même autochtone), ni d'avoir à supplier la lointaine capitale pour gagner quelques misérables espaces de libertés supplémentaires.* Or ceci n'est pas le cas actuellement, l'État français restant fidèle à lui-même (comme tous les États par ailleurs). C'est pourquoi, je refuse, moi, l'étiquette nationaliste, même si des individus anarchistes peuvent s'y reconnaître du fait qu'ils n'ont pas la même définition que moi de ce qu'est le nationalisme et de ce que représente le fait d'être nationaliste. En revanche, j'assume pleinement l'appellation d'indépendantiste car en plus de vouloir l'indépendance du peuple breton vis-à-vis de l'État français *je veux la libération de tous les peuples et dans tous les domaines (social, colonial, individuel, culturel) ; c'est là le fondement même de l'internationalisme.*

### Les dangers du nationalisme bourgeois ou autoritaire

L'histoire des luttes d'émancipation des peuples, souvent qualifiés de « luttes de libération nationale », est porteuse d'une leçon parfois douloureuse : les efforts des peuples opprimés pour ôter les chaînes qui leur ont été imposées par un État dominant sont trop souvent détournés, manipulés et utilisés par une frange bourgeoise de la population dite autochtone pour s'accaparer le pouvoir.

Cet « opportunisme révolutionnaire » a déjà permis en Europe de placer une bourgeoisie de centre droit, libérale et conservatrice à la tête de l'Irlande. Transformant l'espoir sollicité par la participation des classes prolétaires et d'organisations ouvrières (ITGWU, ICA), par la création des soviets ouvriers de Cork et de Limerick en une organisation étatique commercialement libérale (aide à l'implantation des entreprises étrangères, lois patronales), socialement misérables (persistance de bidonvil-

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

les jusque dans les années 60, existence de ghettos ouvriers), moralement conservatrice (refus du droit à l'avortement, participation de l'église catholique dans les décisions politiques), politiquement de droite.

Et quand ce ne sont pas les bourgeois qui récupèrent les fruits de la lutte ce sont d'autres autoritarismes (de gauche ou de droite) qui se mettent en place pour substituer une nouvelle forme d'asservissement à l'ancienne.

L'exemple de la Révolution Russe de 1917 restera toujours un exemple marquant pour la mouvance anarchiste à plus d'un titre : tout d'abord parce que, de part sa participation active aux événements, elle a contribué à la mise en place d'un régime totalitaire allant à l'encontre même de tous ses principes de base ; ensuite parce qu'en refusant de réaliser immédiatement son erreur, dans les deux ou trois premières années qui ont suivi l'avènement du régime, elle s'y est un peu plus compromise ; enfin parce que ses alliés de l'époque ont été ses pires ennemis par la suite : partout où le régime soviétique s'est senti gêné par les anarchistes, il n'a jamais hésité à les abattre dans le dos. Dès les débuts du nouveau régime, les prisons russes se sont remplies d'anarchistes, beaucoup faute d'avoir été emprisonnés ont disparu entre les mains des soviétiques ; Makhno et ses partisan(e)s ont vu leurs espoirs écrasés par le bulldozer de l'armée rouge ; la CNT (Confédération Nationale du Travail) et la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) ont été trahies lors de la guerre d'Espagne par leurs « alliés » rouges.

Il faut donc bien se garder de la tentation des alliances douteuses au seul prétexte de se constituer un front de libération nationale ou sociale plus fort. Il n'y a pas de pire ennemi à l'émancipation sociale des peuples que l'interclassisme (alliance avec la bourgeoisie) ou l'alliance avec des autoritaristes qui n'ont pour seule visée

que de remplacer l'État colonial par un État local, qui par la création d'une police, d'une armée, d'une réglementation, de tribunaux, d'institutions diverses ne feront que singer le système pré-existant à une échelle réduite.

Être anarcho-indépendantiste ce n'est pas être anarchiste d'une part et indépendantiste de l'autre, *c'est être simultanément, indistinctement, et indissociablement les deux*, c'est vouloir la libération et



## PER L'ANARQUIA I LA INDEPENDÈNCIA

l'émancipation des peuples, de tous les peuples, dans le cadre d'un projet de société clairement libertaire, autogestionnaire et anti-étatique.

### L'indépendance mais pas n'importe laquelle.

C'est pourquoi en tant qu'anarcho-indépendantiste, il faut savoir se garder de courir à tout prix derrière l'indépendance. Car celle-ci n'apporte une avancée réelle pour l'émancipation des peuples qui si elle s'accompagne des changements sociétaux profonds que nous appelons de nos vœux : la mise en place d'une société libertaire. Il convient de rappeler constamment que l'indépendance ce n'est pas La Liberté, c'est une liberté. C'est la fin d'une oppression, par la suppression du lien hiérarchique et colonial qui maintient un peuple sous la domination d'un État autocrate.

Mais l'indépendance sans la mise en place d'un projet de société réellement libérateur pour le peuple mais aussi pour chacun des individus qui le compose n'apporte rien : qui serait assez bête pour croire qu'un patron breton, au seul fait qu'il soit breton, sera meilleur qu'un patron français ?

pour croire qu'un flic breton sera moins oppresseur qu'un flic français ? pour croire qu'une matraque bretonne sera plus douce qu'une matraque française ? pour penser, de fait, que la création d'un État breton soit la solution à tous les maux de la Bretagne ?

Penser l'indépendance de la Bretagne (du peuple breton) comme une fin en soi c'est se leurrer, et c'est leurrer les individus pour lequel on essaye de se battre à commencer par nous-mêmes. C'est se placer soi-même en situation d'être asservi par un nouveau pouvoir, par un nouvel État.

En revanche, l'indépendance des peuples doit permettre la libération culturelle, linguistique et coloniale (dans toutes ses dimensions, économiques ou militaires). L'indépendance est nécessaire car il s'agit là de remettre tous les peuples sur un pied d'égalité, d'enlever ces liens de supériorité qui subordonnent certains peuples à d'autres par l'entremise des États dominants.

Bref, il convient de ne pas transformer l'indépendance en mirage libérateur, mais de concilier la libération des peuples (anti-colonialisme et anti-impérialisme) avec la libération de tous les individus (anti-sexisme, anti-étatisme, autogestion, anti-répressif, anti-autoritarisme). Il convient de lutter sans se perdre dans le piège de l'interclassisme néfaste à toute révolution.

[Suite dans le prochain numéro]

OLC

## Reiñ un tamm evit gounid muioc'h c'hoazh

*Nos avancées sociales ont-elles été fruit de luttes, ou bien os à ronger jetés par les patrons pour éloigner toute remise en question du capital ? en tous les cas, leur critique des inégalités, leur utilisation de codes culturels n'ont toujours été que récupération pour toujours plus de profits, et toujours plus de cynisme.*

Pal ar c'hevala a zo gounid muioc'h mui bepred ha kreskiñ ar gounid diehan. Hag evit dont a benn, ne glask ket ar vourc'hizien hag ar c'hevalaourien pemp troad d'ar maout : mat eo an afer ma vez moaien lakaat un tamm mat a arc'hant ouzhpenn e-barzh o chakod. Ha pa soñjomp eo bet gounezet tachenn gant al labourerien, sur mat eo peogwir ne vez ket kollet arc'hant ganto, pe c'hoazh peogwir e servijo d'ar c'hevalaourien deiz pe zeiz. Kemeromp skouer Bismark en Alamagn, er bloavezhioù 1880. D'ar c'houlz-se e vez gounezet tachenn gant ar sokialourien. Muioc'h mui e klemm ar bobl, al labourerien... diasur e teu da vezañ dazont ar gouarnamant ha ivez neuze ar gounid. O kreskiñ emañ ar sindikadoù, ha kregiñ a reont da vezañ liammet ouzh ar bolitikerezh. Liammoù kreñv a zo etre ar gouarnamant diouzh un tu hag ar c'hevala diouzh un tu all. Ezhomm en deus ar gouarnamant eus ar c'hevala evit kenderc'hel bevañ, ezhomm en deus ar c'hevala eus ar gouarnamant evit gwareziñ, ha lakaat da dalvezout ar c'hevratou gant e lezennoù hag an nerzh ma vez ret dre e bolis, e arme.

Ret eo neuze d'ar c'houlz-se evit gouarnamant Bismark peoc'haat hag enframman ar bobl. Setu m'eo bet savet an asurañsoù sokial (a zo deus outo bremañ c'hoazh), ha diheñchañ al labourien eus mennozhioù sokialour ha kontroliñ

anezho.

Ur fed all a zo : a-viskoazh eo bet gounezet tachenn gant ar sindikadoù nemet pa yae mat an traoù gant ar batromed. Sellomp ouzh pezh a c'hoarvezas e-pad an "30 glorieuses" e Bro-C'hall da skouer, ha pezh a vevomp abaoe m'eo echu d'an holl (patromed ha labourerien) huñvreal.

N'eo ket souezhus neuze lenn pezh a embann François Bourguignon penn ekonomour ar bank bedel : "Notre soucis est d'éviter qu'à un certain stade trop d'inégalités soient un handicap pour la croissance". Kenderc'hel a ra er gazetenn "Monde de l'Economie" e miz Du 2003 : "la question est de



Jean-Guy Le Floch : "la langue bretonne c'est pour moi un argument de marketing"

savoir si, à un moment donné, la montée des inégalités ne va pas déboucher sur des problèmes qui sont présent en Amérique Latine, sous forme d'enclaves de pauvreté, de **problèmes sociaux qui vont freiner la croissance et l'enrichissement général de l'économie**". N'eo ket an dizingalded hec'h unan a chal hon ekonomourien, met ar fed e c'hell hi mirout ouzh an ekonomiezh mont war-raok ! Da lavaret eo, ma vije bet arc'hantus an dizingalded, pep tra a vije bet graet evit kreskiñ anezhi ha bec'h dezhi!

N'eo ket disheñvel tamm ebet pezh a vez graet gant patromed Breizh gant hor sevenadur, hor yezhoù. Ma sellomp pizh, interest ar re se e-keñver hor yezh na grogas ket gwall vuan ! ret eo gortoz e teufe hor sevenadur da

vezañ ouzh ar c'hiz evit ma krogfent da sellet a dost ouzhomp. Gwerzhet e vez muioc'h-mui a bladennoù blaz Keltia enno, muioc'h mui a dud a embann bezañ kar o vro. Arabat d'ar batromed-mañ, neuze, tremen e-biou un afer vat e c'heller dastum kalz arc'hant ganti! En em vod a ra patromed Breizh 'ba Lokarn, savet e vez "Produit en Bretagne", lakaet e vez n'nouspet gwenn-hadu n'eus forzh pelec'h, ar muiañ ar gwellañ... h.a. Splann eo evel bramm ar vran pa embann patrom Armor Lux, Jean-Guy Le Floch (Ezel eus Lokarn) "Bien sur que je défends Diwan et bien sur que je défend la langue bretonne, mais je

le fais en tant qu'entrepreneur,

en étant extrêmement pragmatique. C'est pour moi un argument tout simplement de marketing. Je le fais parceque je sais que c'est bon pour la marque, c'est bon pour l'avenir de l'usine(...)". Ouzhpennomp komzoù Reynald Secher (patrom ezel eus Lokarn ivez) : "il faut yoghourtiser la culture bretonne" evit kompren n'eo ket seurt tud mignon bras hor sevenadur... ha pa c'hwezho un avel fall war hor yezh, ha tout ar pezh a sell ouzh sevenadur hor bro, ne vo ket kalz anezho

ken evit embann ez eus "lorc'h enno bezañ breton".

N'eus mann ebet da c'hortoz a-berzh seurt tud, enebourien vras al labourerien (korvoet ganto), ar sevenadur (treuzfurmet ha gwerzhet ganto)...

Diaes eo kompren e c'hortoz kalz ar vroadelourien a-berzh seurt lorgnez. Diaes eo kompren e fell dezho bezañ heñvel ouzh pezh e stourmont a-enep pa vez gall.

Ar batromed a zo, hag a chomo da viken enebourien ar bobl, memes pa tennont ouzh pezh a blij deomp ar muiañ... Ho pezet soñj eus bleiz Charles Perrault...

FabrIs IskIs

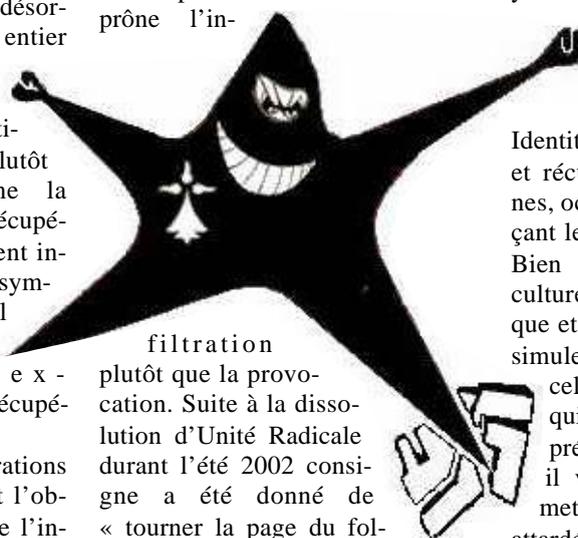
## Contre les récupérations identitaires

**A** défaut de créer quoi que ce soit l'extrême droite a toujours eu une tendance très nette à récupérer des symboles et des imageries (pourquoi se fatiguer hein ?) pour les détourner et se les accaparer.

Ainsi, la croix celtique qui fut adoptée comme symbole de Jeune Nation (mouvement néo-fasciste de Pierre Sidos) dans les années 1950 a fait de très nombreux émules dans cette mouvance jusqu'à aujourd'hui au point d'être désormais utilisée dans le monde entier par la nébuleuse néo-fasciste. Ce symbole à la base sans connotations politiques particulières (mais plutôt mystique/religieuse comme la svastika d'origine indienne récupérée par les nazis) est à présent indubitablement assimilé à un symbole d'extrême droite et il paraît désormais bien hasardeux d'essayer de l'enlever sans traire tant le processus de récupération est avancé et assimilé. De tels exemples de récupérations de symboles sont légions et l'objectif ici n'est pas d'en faire l'inventaire.

Tout en conservant une certaine permanence, la terminologie employée par l'extrême droite évolue régulièrement au gré des modes et de l'actualité. Bien évidemment, tout ceci dans l'unique but de semer la confusion et d'attirer à eux des personnes qui ne vont pas voir immédiatement ce qui se cache sous le vernis d'apparence rebelle. A ce niveau l'exemple des tentatives de récupération-infiltration du mouvement anti-mondialisation (devenu par la suite altermondialisation) est assez démonstratif. Une certaine frange de l'extrême droite qui se déclare anti-capitaliste passe le plus clair de son temps à singer les initiatives de l'extrême gauche altermondialiste (1). Cette mouvance qui se reconnaît généralement sous l'éti-

quette de « nationalistes-révolutionnaires » se déclare également solidaire de la cause palestinienne à grand renfort de keffieh et d'images d'Intifada. Ainsi donc, ces mêmes arabes qu'en France ils jettent à la Seine deviennent subitement un symbole exploitable quand ils se battent contre l'État d'Israël... L'extrême droite n'a pas peur des grands écarts et leur antisémitisme de circonstance n'est que le cache sexe d'un profond antisémitisme qui surpasse (c'est dire !) leur haine du monde arabomusulman. Depuis un certain temps cette frange de l'extrême droite préfère avancer cachée et prône l'in-



filtration plutôt que la provocation. Suite à la dissolution d'Unité Radicale durant l'été 2002 consigne a été donnée de « tourner la page du folklore », en clair : de laisser la batte et la croix gammée au placard dans l'objectif de donner une image plus lisse et plus séduisante.

La récupération et les détournements manipulateurs ne se limitent pas aux symboles : le langage aussi est touché. Le Bloc Identitaire qui a aussitôt pris la relève d'Unité Radicale s'en est fait une spécialité. Ainsi ils usent et abusent de terme tel « résistance » (et ses dérivés) ou encore « identitaire », au point qu'à ce rythme il deviendra bientôt suspect d'employer ces termes. A force de matraquage de communiqués, de slogans et de sigles de mouvements, l'extrême droite récupère ainsi des pans du langage qui deviennent zones rouges. A s'incliner passivement devant ces récupérations l'étau se resserre et la vermine brune gagne

subrepticement des batailles. Cet accaparement du vocabulaire devrait être regardé de près par ceux/celles qui sont investi-es dans les luttes d'émancipation des peuples hexagonaux. Car le Bloc Identitaire surfe allégrement sur les identités nationales minorisées (pas celles extra européennes évidemment...) pour ajouter au confusionnisme et mieux distiller ses idées de cloisonnement ethnique et de supériorité blanche. Il y a quelques années le GUD (2) avait amorcé le mouvement en diffusant du matériel de propagande en occitan et en breton. Ainsi « Europa, yaouankiz, dispac'h » n'était que la transposition du slogan néo-fasciste « Europe, Jeunesse, Révolution ».

Aujourd'hui les Jeunesses Identitaires ont la même démarche et récupèrent les cultures bretonnes, occitanes, catalanes en dénonçant le « jacobinisme métisseur ». Bien sûr, leur intérêt pour les cultures locales est avant tout tactique et se limite à un vernis qui dissimule très mal les idéaux que celui-ci dissimule. Si ces branquignols n'ont qu'une faible présence de terrain en Bretagne il va pourtant bien falloir remettre à leur place ces scouts attardés et leur montrer la porte de sortie : la poubelle.

Dans la famille nationaliste-révolutionnaire (NR) un courant majoritaire perpétue l'anticommunisme classique de l'extrême droite, tandis qu'un courant national-bolchevique (NB) (3) tente une « synthèse » entre l'ultra droite et l'ultra gauche. Bien que ses partisans n'hésitent pas à faire valoir le supposé anti-nazisme originel de cette « pensée » qui prend ses sources en Allemagne dans les années 30, il ne fait strictement aucun doute que le national-bolchevisme est un courant politique d'une puanteur sans nom et d'autant plus redoutable qu'il avance souvent camouflé.

Ce n'est sans doute pas un hasard si dans sa bouillie idéologique le national-bolchevisme se réfère au

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

marxisme-léninisme : l'application historique de cette vision centralisée, autoritaire et élitiste du communisme n'a rien à envier dans son autoritarisme au national-socialisme hitlérien...(4)

Dans son expression militante, le national-bolchevisme emprunte ses références à gauche comme à droite et se pare d'un anticonformisme idéologique particulièrement vicieux. Maurras déguisé en Guevara ça fait un peu désordre dira-t-on, mais certains individus ne sont pas à un grand écart idéologique près pour parvenir à leur fin.

Ce genre de confusionnisme idéologique appelle à la vigilance : l'anarchisme n'est pas à l'abri de tentatives de récupérations. En effet, une variante NB extrêmement minoritaire (quelques individus en Europe) et non organisée pousse le ridicule jusqu'à se réclamer national-anarchiste (NA). Là encore, une lecture attentive des textes de références met en lumière l'idéologie élitiste et xénophobe qui sous tend le discours d'apparence progressiste. Car sous couvert d'autogestion et d'autodétermination ce national-anarchisme qui ne se veut ni de droite, ni de gauche, promeut la « mixophobie » et n'hésite pas à annoncer que « dans une certaine mesure, l'établissement d'alliances circonstancielles entre ennemis du Système peut être bénéfique » (5). Bien que les promoteurs de cette grande foirade idéologique soit au stade ultra microscopique en terme d'effectifs il convient, et au risque de leur faire de la pub, de dénoncer et de garder à l'œil ce genre de tentatives de récupérations de l'anarchisme social. D'autant plus qu'ils viennent de faire des petits outre atlantique (Québec) où de nouveaux pétés du ciboulot qui se réclament « anarcho-identitaires » et « surhumanoïdes » mélangent allégrement imageries de révolte en tous genre et font se côtoyer des figures telles George Orwell et Guillaume Faye, Bobby Sands et Léon Degrelle ! L'orientation tac-

tique de ces autoproclamés « enfants terribles du drapeau noir » se résume ainsi : « l'anarcho-identitaire fait table rase de l'échiquier politique moderne et de la dichotomie gauche/droite qui cloisonne les serveurs du système. Il ne s'impose aucune contrainte politique car il est ambidextre » (6). Tout un programme...qui ne laisse aucun doute sur la filiation idéologique de ce groupuscule qui compte parmi ses premières actions publiques l'organisation d'une conférence sur leurs petits camarades italiens (casapound, casamontag...) qui, incroyable mais malheureusement vrai, organisent depuis quelques années des squats fascistes : la récup est sans limite !

Le peu d'intérêt porté aux questions identitaires par une partie des militantEs dits « révolutionnaires » a tendance à laisser le champ libre à l'extrême droite. Pour certain-es qui considèrent que tout ce qui touche aux identités « régionales » est par essence louche et réactionnaire le silence se fait alors bienveillant voire complice. En effet, l'accapement total par l'extrême droite de certaines thématiques arrangerait les jacobins de tous poils à plus d'un titre. Cela permettrait de discréditer définitivement toutes vellétés d'émancipation politico-culturelle des dites minorités hexagonales et justifierait une bonne fois pour toute le credo de la non intervention dans ces domaines. Pour leur part, les militant-es se réclamant de l'anarcho-indépendantisme ne l'entendent pas de cette oreille et rappellent la nécessité de s'investir dans ces luttes (qui sont avant tout des luttes populaires !) tout en dénonçant les dérives fascistes. Si l'on veut réellement éviter que ces luttes ne virent au populisme la seule solution est de s'y investir concrètement ! En Bretagne comme ailleurs : ne dremenint ket!

**Mister Amzer Du**

1) Un exemple parmi d'autres : en parallèle de l'agence de presse militante indymedia on a pu assister à la création d'une pâle copie appelée altermedia qui en imite l'interface visuelle mais qui n'a strictement rien à voir avec l'originale, ni dans le fonctionnement, ni dans le contenu évidemment...

2) Le Groupe Union Défense, connu pour ses actions violentes et racistes faisait partie d'Unité Radicale.

3) Suite à la dissolution d'Unité Radicale le courant NR majoritaire a créé le Bloc Identitaire tandis que la tendance « solidariste » (nationale-bolchevique) menée par Christian Bouchet a décidé de faire route seule suite à une guéguerre interne.

4) Le symbole du Parti National-Bolchevique russe est l'exacte réplique du drapeau nazi mais ici la faucille et le marteau remplace la croix gammée.

5) Extrait de la FAQ « Le National-Anarchisme » en ligne sur le site Wardance.

6) Extrait du texte de présentation intitulé « Génération Fight-Club » en ligne sur le site des affranchistes.

### Précision

Le bouquin La France Éclatée\* a consacré une seule phrase pour évoquer la CBIL : "En 2000 Emgann a connu une scission de certains radicaux qui sont partis fonder la Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire". Ce commentaire succinct est discutable car il peut porter à confusion. Emgann s'est effectivement "vidé" de sa tendance libertaire il y a quelques années et d'ancien-ne-s militant-e-s de ce mouvement ont par la suite fait le choix de s'investir au sein de la CBIL. Le parallèle s'arrête cependant là : la coordination (née en janvier 2002) n'est pas née d'une scission quelconque (!) mais de la volonté de regrouper les collectifs et individus anarcho-indépendantistes bretons qui ont par ailleurs des passés militant divers. Ce détail non négligeable méritait d'être précisé.

\*La France Éclatée, Erwan Chartier et Ronan Larvor, mars 2004; Ed. Coop Breizh

## L'Anarcho-indépendantisme aux Canaries

- Un pays -

*Les îles Canaries sont situées dans l'Océan Atlantique, au nord-ouest du continent africain (en face du Maroc et du Sahara Occidental), dont elles se situent à un peu plus de 100 Kms, se trouvant à un peu plus de 1000 Kms de l'Europe, et font actuellement partie du territoire de l'État Espagnol.*

L'archipel canarien est constitué de sept îles (Lanzarote, Fuerteventura, Gran Canaria, Tenerife, le Gomera, La Palma et El Hierro) et six petits îlots, dont seul un est habité (La Graciosa). Sa surface totale est de 7.446 km<sup>2</sup> et sa population se situe aux alen-



tours d'un million huit cents mille habitants, il y a donc une haute densité de population, équivalente à celle des cinq pays les plus peuplés de la planète. La majeure partie de la population se situe dans l'île de Grande Canarie et de Tenerife. La population actuelle est le produit d'un métissage de la population précoloniale (Amazigh ou Berbères), avec les colons européens arrivés après la conquête au 15<sup>ème</sup> siècle (Portugais, Andalous...) et des esclaves venant du continent voisin. Aujourd'hui, les Canaries sont une terre d'immigration (principalement européenne), contrairement à ce qu'elle avait été au cours de son histoire : une terre d'émigrés

Le principal moteur économique actuel des îles Canaries est le secteur tertiaire, en particulier le tourisme. Néanmoins, la grande majorité du bénéfice économique du tourisme part en de-

hors des îles Canaries. L'archipel, selon ce que disent les chiffres macro-économiques, a connu une croissance économique accélérée durant la dernière décennie, mais cela ne s'est pas traduit par une redistribution de la richesse entre ses habitants, parmi lesquels on dénombre 1/5<sup>ème</sup> de la population vivant sous le seuil de pauvreté, selon des données officielles du gouvernement des îles Canaries. La bonne partie de la population survit en participant à l'économie souterraine et comme travailleurs temporaires, avec des salaires minuscules.

Politiquement et administrativement, les îles Canaries sont l'une des 17 Communautés Autonomes de l'État espagnol. Dotées d'un parlement, avec des compétences législatives à partir du moment où elles ne sont pas en contradiction avec les lois de l'État, et d'un gouvernement qui développe des politiques en accord avec les compétences accordées dans le statut d'Autonomie. Le gouvernement actuel des îles Canaries est formé par un pacte de Coalition Canarienne avec le Parti Populaire (le parti d'Aznar), pacte qui a eu son reflet au parlement espagnol. Coalition Canarienne est un parti qui s'est formé au cours d'années successives par un curieux amalgame d'ex franquistes, de démocrates de la dernière mi-

nute, de chrétiens de base et de déserteurs de la gauche (par exemple, l'ancien président, Román Rodríguez, qui a appartenu à un parti de tendance maoïste et l'actuel conseiller présidentiel, José Carlos Mauricio qui fut Secrétaire Général du Parti Communiste d'Espagne dans les îles Canaries). Coalition Canarienne est la représenta-

tion de la bourgeoisie créole, qui joue au nationalisme modéré pour augmenter son commerce et ses profits avec le capital étranger, en utilisant un discours tinté de populisme.

La vie de l'archipel a été marquée, après son intégration à l'orbite européenne, par une dépendance permanente vis à vis de l'extérieur. La production destinée à l'exportation a pris, à différentes époques, la forme de monoculture (canne à sucre, vin, cochenille, bananes et tomates et, à présent, tourisme), qui après sa chute due à la concurrence avec d'autres zones aux prix plus avantageux, a entraîné la ruine des classes populaires à qui ne restait comme unique alternative possible que l'émigration vers les terres américaines. L'émigration a été la valve de sécurité de la conflictualité sociale dans l'Archipel, même si il y eut des émeutes contre l'oppression seigneuriale, pour la terre ou contre les impôts. D'autre part, de par sa situation géostratégique, les Canaries ont été la proie d'attaques de pirates et d'objectifs militaires. La population d'El Hierro s'oppose depuis maintenant 17 ans à l'installation d'un radar militaire sur son île qui serait rattaché à ceux de l'OTAN.

Le contact avec les États-unis a été très intense, se sentant plus proche d'eux que des terres européennes. L'influence américaine est très nette dans le parler canarien, dans lequel on trouve de nombreux américanisms, apportés par les émigrants de retour au pays. Le canarien, comme dialecte de l'espagnol, est une entité linguistique qui reflète l'histoire de la majorité sociale de l'Archipel, celle des travailleurs, celle des pauvres et des marginaux : de leurs apports ethniques initiaux, de l'émigration, du commerce...La langue des premiers habitants des îles Canaries, communément appelés « Guanches », a disparu avec

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

l'acculturation, même si il demeure un grand nombre de toponymes et quelques phrases qui continuent à être utilisées, comme « gofio » (farine de céréale grillé), « baifo » (cabri), « goro » (une sorte de pierre comme le corail), etc. Le parler canarien possède un accent qui lui est propre, une prononciation spéciale de certains phonèmes et un lexique avec des apports guanches, portugais, américains et anglais.

L'oppression nationale dans les îles Canaries est liée à l'oppression de classe. Ceux qui ont fait les Canaries, la classe majoritaire, ont été marginalisés par leur propre bourgeoisie autochtone alliée à la bourgeoisie étrangère. La bourgeoisie canarienne a toujours essayé d'imiter l'étranger, en dévalorisant et se moquant de la culture des « magos » ou des « mauros » (paysans) et en convertissant le terme « mago » en synonyme d'inculte et brute. Aujourd'hui, une partie de la bourgeoisie insulaire joue au nationalisme (Coalition Canarienne), elle impose une canariétude, en prenant des éléments de la culture qu'elle combattait autrefois, et le fait de manière aseptisée et évidemment totalement sortie de son contexte, en exaltant les aspects qui lui sont profitables, comme la foi catholique, avec le souhait indiscutable de mettre en évidence la collaboration de classe, en transformant la culture canarienne en une culture-spectacle-commerce. La culture maga est une culture paysanne qui jusqu'à l'arrivée du « boom » touristique dans les années 1970, était celle de la grande majorité de la population. L'arrivée de la « monoculture » touristique a marginalisé l'activité traditionnelle centrée, pour la majorité de la population canarienne dans son histoire, sur le secteur primaire. L'impact de la globalisation, associé à l'émigration interne, dont les acteurs s'installent dans les métropoles à la périphérie des îles principales, et, depuis peu, dans les zones de développement touristique

sans contrôle, entraîne la disparition des particularités culturelles autochtones.

### - Anarcho-indépendantisme Canarien -

#### Secundino Delgado

Dans son désir de se chercher des références historiques, le nationalisme canarien a adopté comme origine, comme précurseur, Secundino Delgado (1871-1912). Secundino Delgado est, avant tout, et il s'est défini lui-même ainsi, "un rebelle", mais un rebelle assez particulier... Après avoir émigré à Cuba, il se rendit aux États-unis, où il véhicula l'anarcho-syndicalisme en participant



au journal *El Esclavo*. La position que défend *El Esclavo* en 1894 avant le processus d'émancipation cubain demeure très claire :

*"Nous sommes des anarchistes, et donc, des révolutionnaires, et si nous voulons maintenir notre prestige parmi les masses, si nous voulons qu'elles nous écoutent et qu'elles croient ce que nous disons, nous devons combattre à leurs côtés, aux premières lignes dans tous les mouvements de protestation, dans tous les mouvements révolutionnaires et revendicatifs. Détruisons, ensuite, le gouvernement espagnol tyranni-*

*que, mais n'en mettons pas un autre à sa place car le même schéma risque de se reproduire; prenons possession de toutes les richesses et organisons sur la base de la liberté et de l'égalité et nous serons relativement heureux, sans bourgeois ni prolétaires, sans patrons ni esclaves, nous serons alors tous des producteurs libres".*

Autrefois à Cuba, Delgado participa au combat contre l'Espagne et, persécuté, il dû se sauver vers le Venezuela. Là il fonda le journal *El Guanche*, favorable à l'indépendance des îles Canaries. Plus tard il revint à sa terre et, en collaboration avec l'Association Ouvrière des îles Canaries (majoritairement anarcho-syndicaliste et basée à Tenerife), il opta pour la vie électorale et créa le Parti Populaire, qui apparaîtra aux élections municipales de la capitale de l'île. Avec des résultats défavorables, bien qu'obtenant une petite représentation municipale, il créa plus tard le journal *Vacaguaré* ("je veux mourir", cri de résistance guanche). Arrêté pour ses actions à Cuba, il fut emprisonné et transféré à Madrid. Là, en prison, il reçut l'appui, par l'intermédiaire de Vallina (son compagnon de cellule), des anarchistes, comme celui du célèbre Fermín Salvochea, qui s'intéressa à lui et qui réussit à faire connaître sa situation et parvint même à ce qu'elle soit traitée au parlement espagnol. Devant le scandale créé par sa persécution, il fut libéré de prison et revint à sa terre. Durant sa période de baigne il a écrit quelques contes qui ont été édités dans *La Revista Blanca* (le célèbre magazine édité par les parents de la bien connue « ministre anarchiste ») (durant plusieurs mois entre 1936 et 1937 : Federica Montseny), qui seront reproduits de nouveau des années plus tard dans ce même magazine. De même, le journal de la CNT des îles Canaries, *En marcha*, pas mal d'années après sa mort, a continué à reproduire ses écrits... Secundino Delgado est un person-

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

nage "intrigant", un rebelle qui, avec des vellétés réformistes, a toujours été très proche de l'anarchisme. Dans ses mémoires [¡Vacaguaré! (Via Crucis), 1904], il écrivit :

"... avant d'être nationaliste je suis libertaire. Tant que je respirerai, je lutterai pour l'autonomie des peuples et des individus coûte que coûte (...) comme Bakounine (...) [ sic ], qui pendant qu'il prônait la grande révolution politique économique et sociale ne délaissait pas les régions conquises et soumises à des puissances étrangères".



Gómez Wangüemert nous donne des pistes très claires à propos de Delgado, quelques jours après le décès de Secundino il a publié un article dans lequel il nous dit :

"Pour connaître ses idées politiques et sociales il suffit de dire qu'il a toujours été un lecteur assidu d'Ibsen, Tolstoï, Max Nordau, Zola, Elisée Reclus, Jean Most, Jean Grave, Bakounine et Kropotkine".

Une longue liste de libertaires qui parle d'elle-même...

Delgado est un rebelle,

oui, mais un rebelle largement influencé par l'anarchisme et, si l'on doit l'inclure dans un certain mouvement social c'est bien dans celui-ci... Actuellement, Secundino Delgado est revendiqué par Coalition Canarienne et d'autres partis nationalistes, comme le PNC (Parti Nationaliste Canarien), et indépendantistes. De manière surprenante son lien avec l'anarchisme est passé sous silence et ceci, ils sont incapables de le revendiquer.

### La CNT, indépendantiste...

Mais, en outre, alors que *En Marcha* continuait d'éditer les vieux écrits de Delgado (pendant que *La Revista Blanca* continuait de rééditer ses contes), les membres de la CNT des Canaries durant la période de la 2<sup>ème</sup> République (1931-1933) firent des proclamations en faveur de l'indépendance des îles Canaries lors de meetings ouvriers et à l'occasion de la préparation de leur Congrès (1933) ils en arrivèrent à publier dans leur presse (*En Marcha* du 11 mars 1933) :

"En une phrase : les Canaries sont pour la péninsule ce que furent autrefois Cuba et les Philippines, ce que sont la Guyane et le Congo pour la France et la Belgique, de pauvres colonies. Rien de plus ! "

Dans leurs soucis sincères de transformations sociales, ils affirmaient que "*La Révolution se rapproche à pas de géant*". Et l'on précisait que si cette révolution avait lieu "*les pays impérialistes d'Europe*" essaieraient de s'emparer des îles, il ne resteraient plus au prolétariat qu'un "recours suprême et héroïque : brandir le drapeau de la rébellion pour expulser les envahisseurs et proclamer l'indépendance du peuple canarien pour qu'avec l'appui de ses frères de la Péninsule il puisse contrôler librement son destin."

Un concept clair de l'autodétermination, expressément lié à la libération sociale, qui, sans

faire de considérations de type "nationale" se conjugue néanmoins avec elle. La concision de son approche nous empêche de pouvoir faire plus de remarques, mais l'approche anti-étatique de la CNT des Canaries à cette époque là est claire : la référence n'est autre que la révolution et celle-ci est intimement liée à l'exercice permanent de l'autodétermination du peuple liée à l'autogestion de sa propre vie.

### Contre le franquisme, avant et depuis la mort de Franco...

En faisant un saut dans le temps, il convient de remarquer que les postulats indépendantistes et les actions culturelles et militaires du MPAIAC (Mouvement pour l'Autodétermination et l'Indépendance de l'Archipel Canarien) jouèrent un grand rôle durant les derniers moments du franquisme et juste après sa mort. Dans le MPAIAC on retrouvait également des gens qui se définissaient anarchistes. On a vu apparaître sur les murs la phrase "indépendance" avec le A cerclé, dans les manifestations populaires le drapeau noir et celui des sept îles (utilisé par les indépendantistes) étaient ensemble sur un même manche. Malgré cela, il n'existait aucun texte parlant d'une libération nationale des Canaries dans une perspective libertaire et de la conjugaison de celle-ci avec la stratégie et les principes du MPAIAC (qui vise à la création d'un État canarien), si bien qu'à la fin des années 1970, au sein de la CNT il y eut de larges débats portant sur la position qu'elle devait adopter sur cette question.

Ce sera dans les années 1980 quand apparaîtra en Grande Canarie le COA (Collectif d'Objection et Antimilitarisme), centrant son activité sur le refus du service militaire et la critique du militarisme, que ses membres s'orientèrent vers des positions libertaires à partir de leur propre pratique et réflexion sur celle-ci. C'est ainsi que le nom

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

changea pour celui de Collectif d'Objection et Anarchisme. Sa position était indépendantiste, sans cesser de se réclamer anarchiste.

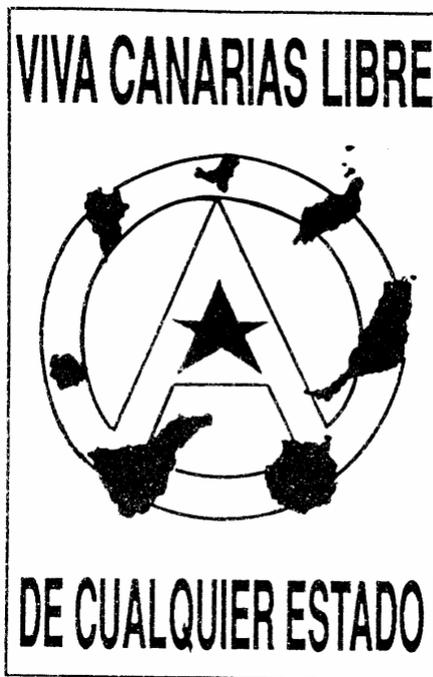
C'est dans les décennies 80 et 90 qu'apparurent le plus de collectifs ayant une position intégrant la libération nationale dans le discours et la pratique anarchiste locale.

L'influence des postulats anarcho-indépendantistes du collectif catalan Ikària se fit sentir aux Canaries. Les publications reflétèrent cette influence : *Alegato* (del COA), *Arabisen* (le "sauvage" dans le langage des Guanches), *Grito de Protesta* (Tenerife), *Colectivo Espiral* (Tenerife), *El Baijo* ("le cabri" dans le langage des Guanches, Tenerife), *Faita* (Grande Canarie)... bien qu'il y en ait eu aussi certaines essentiellement d'essence nationaliste qui publiait des textes anarcho-indépendantistes, comme *Baile del Sol* (aujourd'hui convertie en revue journalistique et possédant de bonnes relations avec les institutions...). Au début des années 1990, quelques collectifs lancèrent des campagnes communes, embryon d'un début de coordination qui disparut rapidement à cause de l'instabilité des collectifs.

### Aujourd'hui

L' an a r c h o - indépendantisme en tant que tel a connu une faible expression, mais ces idées ont existé aux Canaries... Aujourd'hui ces idées n'ont pas d'existence organisée spécifique, mais elles sont toujours présentes, avec moins de vigueur que par le passé, on les retrouve chez des militants des mouvements sociaux. Ses écrits sont réédités en permanence et continuent à circuler... Bien qu'"engourdi" l'anarcho-indépendantisme existe toujours... Il ne serait pas étonnant que ces idées parviennent à se traduire par l'écllosion de collectifs spécifiques se réclamant anarcho-indépendantistes, qui par leur acti-

tivité influeraient sur les formes de l'anarchisme canarien en l'enrichissant ainsi que le mouvement de libération nationale en lui apportant un projet alternatif, à l'heure où celui-ci développe ses principes théoriques et pratiques.



La production écrite de l'anarcho-indépendantisme canarien n'est pas immense et il est relativement facile de décrire ses aspects principaux :

⌘ L'anarcho-indépendantisme est défendu par des groupes libertaires autonomes sans liens avec l'anarchisme traditionnel et orthodoxe ni avec la CNT (qui rejette viscéralement tout ce qu'elle assimile faussement à du nationalisme, ce qui provoque des désaccords et des prises de distances).

⌘ Domaine d'activité des collectifs (ou des leurs membres) : dans les mouvements sociaux, beaucoup au niveau de l'antimilitarisme (principalement en Grande Canarie) mais aussi dans l'écologisme, l'info alternative ou la musique...

⌘ D e n o n c i a t i o n d u nationalisme canarien de Coalition Canarienne (actuel parti au

pouvoir de la "Communauté Autonome"), pour ses projets ouvertement bourgeois et espagnolistes.

⌘ Boycott de l'anarcho-syndicalisme, pour son cadre de lutte et sa culture espagnolisantes.

⌘ Critique, bien sûr, de l'Etat Espagnol.

⌘ Rejet de la proposition indépendantiste qui revendique la création d'un Etat.

⌘ Alternative à l'oppression nationale basée sur :

- L'option de l'émancipation de classe
- L'intervention dans les mouvements sociaux
- L'impulsion de l'auto-organisation
- Les méthodes de luttes basées sur l'action directe (pas de collaboration de classe, désobéissance)
- La globalisation de la lutte : liens entre les mouvements.
- La proposition d'une émancipation sociale et nationale : autogestion à tous les niveaux

Vicente Cañero

(traduction MAD)



## La peine de mort essaie de pointer son nez.

*Au mois d'avril dernier, une proposition de loi tendant à rétablir la peine de mort pour les auteurs d'acte de terrorisme a été signée par une quarantaine de députés UMP. Jadis discours réservé au seul parti frontiste, ses défenseurs arguent de la sécurité nationale pour poser les premiers jalons d'un retour à la barbarie institutionnalisée.*

Cette proposition de loi, présentée notamment par MM. Richard Dell'Agnola et Olivier Dassault a lieu juste après les attentats de Madrid, ce qui n'est pas sans nous rappeler la méthode de Charles Pasqua qui essaya également de réintroduire insidieusement la peine de mort en jouant sur le choc des attentats du 11 septembre.

Dell'Agnola s'était déjà fait remarquer en juillet 2002 en demandant la création d'une enquête sur les gens du voyage afin d'évaluer le phénomène d'immigration vers l'ouest des populations nomades d'Europe de l'Est. Mais les propos de M. Dell'Agnola allaient bien au delà de "l'étude du phénomène" : "quand 500 000 personnes sillonnent l'ensemble des départements français dans des conditions qui échappent au droit, surgissent inévitablement des problèmes de frottement. (...) Sans parler des problèmes classiques de trafics, vols, etc...".

A ses cotés, donc, Olivier Dassault (compositeur de l'hymne "Vulcania" de Giscard, et de la non moins superbe musique d'attente du standard de l'assemblée nationale). Ainsi donc, le pourfendeur de "voleurs de poules" et le compositeur aux missiles veulent rétablir la peine de mort en France. Mais qu'on se rassure... pour "les au-

teurs d'actes de terrorisme" uniquement. Hormis le flou artistique entourant la notion d' « acte de terrorisme », les motifs exposés dans cette proposition de loi semblent bien loin de la réalité.

En effet, nombreux sont les pays pratiquant la peine de mort sans que cela n'enraye d'aucune manière que ce soit tout volontés d'en découdre violemment avec ces États, leurs représentants ou leurs intérêts. L'effet dissuasif de la peine de mort n'est toujours pas démontré.

Il est également peu imaginable de penser qu'un kamikaze redoute la peine de mort. Nos comparses objectent : « Que faire devant le



**dHELL'agnola**

risque, demain, de voir des attentats perpétrés pour obtenir la libération d'un chef terroriste incarcéré et devenu porte drapeau d'un mouvement extrémiste » à quoi nous pouvons répondre : en quoi sa mort calmerait l'ardeur de ses disciples ? Et même, à contrario, ne les pousserait-elle pas à la vengeance ? L'actualité internationale tendrait plutôt à me donner raison.

Il est intéressant de voir que les signataires s'engouffrent dans des brèches juridiques favorisées par la non ratification de textes signés par la France (c'est sa spécialité). Ainsi le protocole n° 13 additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales signée le 3 mai 2002, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances n'étant pas ratifié, il n'est pas pris en compte à ce jour par la France.

C'est grâce à cet « oubli » que les députés UMP proposent le réta-

blissement de la peine de mort « pour les auteurs d'actes de terrorismes tels qu'ils sont définis au 1° de l'article 421-1 du code pénal ». Or, en plus des atteintes volontaires à la vie, des atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, cet article mentionne également « l'enlèvement et la séquestration ainsi que le détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport ».

**Robert Dizober**

### Action pour les prisonniers d'Action Directe

Mercredi 26 mai une soixantaine de personnes a occupé pendant quelques heures les locaux du conseil de l'ordre des médecins à Paris pour demander la libération des prisonniers d'Action Directe. Des militants ont réussi à monter jusqu'au deuxième étage de l'immeuble pour y déployer une banderolle sur laquelle on pouvait lire : "liberté pour Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon". Le comité de soutien pour la libération des Prisonniers d'AD conteste la crédibilité professionnelle des deux médecins qui ont examiné Nathalie Ménigon (dont la suspension de peine a été refusée) et Joëlle Aubron.

Une fois de plus nous constatons que la loi n'est jamais la même pour tous. Ainsi Papon condamné pour crime contre l'humanité, avait bénéficié de la loi Kouchner (sachant que le vieux n'était pas à l'agonie, loin de là!). Plus récemment, Alfred Sirven a lui aussi bénéficié d'une remise en liberté, les magistrats de la cour d'appel de Paris considérant que c'était maintenant un homme rangé. Quand on veut... On peut.

## Petits compromis entres amis

*Le 07 novembre 2001, Andrew Lincoln, alors président de Diwan, interpellait les conseillers régionaux de Bretagne quant à la décision négative du conseil d'État d'intégrer l'école BI-lingue au motif qu'elle ne voulait pas renoncer à sa pédagogie immersive.*

Sept jours plus tard, TEAG par la voie du conseiller régional Arnaud Hell répondait « les enfants baignant massivement dans un environnement francophone, la pédagogie par immersion ne menace pas la langue française. Il s'agit, loin de tout à priori idéologique, de lui donner une définition légale offrant une base au processus d'intégration de Diwan et des autres écoles régionales ». Et, plus loin, « Pour T.E.A.G, il faut reprendre les textes incriminés et les réécrire afin de rendre l'enseignement par immersion légal ».

Ces prises de positions ne sont alors que le juste reflet de prises de positions antérieures prises par la LCR. En octobre 2001 nous pouvions lire dans *Le Fil Rouge* que la décision du conseil d'État de suspendre le protocole d'accord signé en mai 2001 par le ministre de l'éducation « nationale » visant à intégrer au service public d'éducation les établissements Diwan révélait « une fois de plus à quel point pèse encore la tradition jacobine française qui, au principe d'une langue commune, préfère celui de langue unique. (...) Leur intégration au cadre national est la meilleure garantie d'égalité de traitement et de libre choix. »

Mais voilà, entre temps mars 2004 est arrivé, et c'est un autre air que vient nous chanter Arnaud Hell dans les colonnes de Ouest France. Ce dernier déclare sans rire « nous sommes opposés à l'immersion linguistique car c'est contraire aux lois de la république ».

Devant ce retournement de veste spectaculaire, nous sommes en droit ici de nous questionner franchement.

Arnaud Hell serait donc si soucieux des lois qu'il ne songerait, oh grand jamais, ne serait-ce qu'une seconde, qu'une loi n'est pas parole divine, qu'une loi peut être mauvaise ? Arnaud Hell respecterait donc ainsi toute loi sous prétexte que « c'est la loi » ? En voilà un beau révolutionnaire ! Je vous laisse imaginer ce que telle prise de position peut laisser entendre en fonction du gouvernement en place.

N'y a-t-il aucun rapport entre cette déclaration et le pacte LCR/LO, sachant la position ultra républicaine de LO lorsqu'il s'agit de nos langues. Rappelez vous l'ignorance crasse et pathétique dont fit preuve Arlette Laguiller interrogée sur le breton. Cette ignorance ne serait pas grave en soit si elle n'avait pas poussé le bouchon jusqu'à classer des langues comme plus ou moins arriérées (le breton ne

permettant pas selon elle de débattre de philosophie par exemple).

Rappelez vous également la bassesse de Jean Claude Saint Arroman (LO) qui se prononçant ouvertement contre l'intégration de Diwan déclarait que la « priorité des priorités reste l'enseignement du français en première langue ».

Cette position s'apparente au « fétichisme linguistique » contre lequel pourtant TEAG s'élevait dans le *manifeste de la décentralisation en Bretagne*.

Arnaud, en plus d'être une girouette, ton renoncement idéologique n'aura même pas payé, au vu des résultats des dernières élections régionales.

A chacun d'en tirer ses conclusions.

Emma Hillson

### Roazhon, ker prop ha net

Setu an nevez amzer, hag gant an nevez amzer an heol sañset. Met d'ar 6 a viz Mae, n'eo nag an nevez amzer a zo deuet, nag an heol. Skarzhet eo bet 3 skwat e Roazhon en un devezh. Setu m'eo bet divizet gant ar skwaterien hag ar skwaterezed diskouez da dud Roazhon penaos e vezent skarzhet didruez.

Un emvod a zo bet roet d'an holl da 4 eur plasenn an ti-kêr, ha siwazh deomp, arru e oamp dija gleb-



teïl, penn kil ha troad gant an amzer ket vreïn hag ur flik ma oa.

Buan tre eo bet divizet nompas chom da glebiañ muïoc'h en ur vont da ac'hubiñ an Ti-kêr. Sloganoù a zo bet huchet ha deut omp da lakaat da nijal ur giton dre prenestr ar savadur.

Dindan ar glav, atav, eo bet divizet kenderc'hel tibuniñ er straedoù en ur huchal «Rennes Ville propre, Rennes expulse ses pauvres». Un ehan a zo bet memestra ba ti ar «sevel kerioù», amzer da ziskouez hor pennoù dezho ha d'o c'hameraioù.

Neuze, echu an tro war-zu plasenn Santez Anna, lec'h m'hon eus kendalc'hed huchal sloganoù a-enep ar skarzhañ tud a-raok diskenn er metro (ken prop ha Roazhon) hag en em vodañ Plasen ar republik evit echuiñ.

## Rencontre avec Jerome Bouthier

*Jerome Bouthier, ancien prisonnier politique breton a été incarcéré 2 ans et demi en « provisoire » en attente d'un procès qui finalement a eu lieu en mars dernier. Pendant ces deux années et demi, Jerome n'a eu de cesse de clamer son innocence, avant de finalement être acquitté au terme d'un procès qui a duré 1 mois. 1 mois d'angoisse où ce dernier a perdu jusqu'à 6 kilos.*

*Jerome nous a bien gentiment accordé un peu de son temps pour témoigner des conditions de vie carcérales en France.*

**Le Huchoër : Le vrai visage de la prison c'est quoi ? Peux tu expliquer pour ceux qui pensent encore que c'est l'hôtel ?**

**Jerome :** Les conditions de détention sont de pires en pires. La société en général considère que ses prisons sont 4 étoiles, où l'on vit les doigts de pied en éventail en attendant la soupe... et en parlant de la soupe moi j'ai pas envie de passer après les rats. Quand on a les rats qui nous passent entre les pattes ça nous fait bizarre, ça nous coupe l'appétit. Ou alors faut avoir beaucoup d'argent et avoir un statut de VIP ou de flic.

J'ai dû aller au mitard une fois parce qu'on avait demandé des parlours prolongés pour nos familles qui faisaient 1000 km aller-retour pour une demi heure... Le mitard, c'est la prison dans la prison. Faut vraiment avoir des ressources pour tenir. Pour nous les politiques, on sait qu'il y a du monde autour, qu'on est soutenu. J'imagine que moralement c'est plus facile pour nous.

Quant aux étrangers, là les surveillants se lâchent... il y a vraiment du racisme. Ils ont un peu de pouvoir alors ils vont laisser des détenus dans leur merde, ils vont pas leur ouvrir pour aller en prome-

nade, ils ne vont pas leur distribuer ce qu'ils avaient cantiné, ou leur filer des trucs pourris... et ça tout le temps et tous les jours... plusieurs fois par jour. T'imagines quand ces mecs là sortent de taule comment ils ont les nerfs ?

Moi j'ai visité des fermes usines où on met les porcs par milliers dans des cases. Les couloirs de prison c'est vraiment ça. C'est la première image qui m'est venue à l'idée devant les couloirs interminables de Fleury.

Le but c'est juste de nous tenir en vie. Faire juste 3 ou 4 activités mais pas plus... J'ai même vu des surveillants se mettre en colère parce qu'on faisait des études. Alors ils ne nous envoyaient pas en activité scolaire.

Dans les cellules, aux fenêtres il y a des barreaux, et derrière les barreaux il y a des grilles qui n'ont pas le droit d'être là. Le jour passe encore moins qu'en temps habi-



tuel. Quand l'État fait ça, il paye des amendes. Il faut savoir que l'argent de ces amendes est pris sur l'argent qui sert au social dans les prisons... social payé déjà par les prisonniers eux-mêmes. Par exemple la télé, elle revient à 8€38 par semaine, que le prisonnier loue à une association à caractère social. Cet argent doit alors resservir aux détenus (ballons, équipement de musculation...) et bien pas du tout. Il va servir à payer les doubles barreaux aux fenêtres.

Au niveau de l'hygiène, quand tu vois les douches tellement crades... sincèrement... après je me lavais dans la cellule. T'avais des cas de gale. Tu voyais les surveillants avec des masques qui te disent : « Prenez pas la douche du fond, on la réserve pour ceux qui ont la gale ». Alors tu préfères te

laver dans ta cellule à l'eau froide.

**Le Huchoër : La prison c'est donc un lieu de non droit et non pas ce havre de réinsertion qui nous est présenté quotidiennement ?**

**Jerome :** Oh ça bien sur ! Moi je me rappelle d'un slogan auquel j'ai dû penser, pas tous les jours mais pas loin pendant mon incarcération, c'est : "A bas les prisons !" Non seulement l'incarcération est non réparatrice, mais elle est destructrice. Les mecs qui sortent de là sont haineux. Ils deviennent très individualistes. Non seulement ils vont recommencer les conneries qu'ils ont pu faire, mais elles sont encore plus motivées qu'auparavant. Avant cela pouvait être pour des raisons économiques, mais quand il ressort, il est encore plus rageur. Les conditions dans lesquelles il est foutu pendant son incarcération, l'humiliation, la honte jetée sur lui, sa famille sur les mecs qui viennent lui rendre visite... tu ne peux plus qu'haïr la société, puisque la société cautionne ça. Et quand tu entends parler parfois des prisons 4 étoiles !

**Le Huchoër : Pour calmer les détenus justement, il y a la télé, c'est assez connu, les matons le reconnaissent eux-mêmes, mais il existe également la méthode de la camisole chimique...**

**Jerome :** On cachetonne à fond les détenus. Moi par principe je ne prenais aucun médicament, même les dolipranes etc. Mais c'est omniprésent. Beaucoup de détenus n'en parlent pas mais en prennent. Parce que c'est dur...ils se shootent. Y'a des médocs qui les font dormir trois jours, ça fait trois jours de passés. Ils peuvent barrer trois jours sur leur calendrier. Y'a même des surveillants qui vendent des médicaments piqués dans les pharmacies de la prison. Il y a tout un commerce. J'ai vu des mecs faire ça.

Pour ce qui est du hachich les sur-

(Suite page 19)

(Suite de la page 18)

veillants sont conscients que cela les sert. Les prisonniers sont plus calmes et eux ont la paix.

**Le Huchoer : Tu as du côtoyer, puisqu'ils représentent pas loin de 50 % de la population carcérale, des gens en préventive non ?**

**Jerome :** Oh oui pas mal... mais en matière de préventive, ceux qui détiennent la médaille, ce sont quand même les politiques, haut la main.

**Le Huchoer : Au niveau de la durée tu veux dire ?**

**Jerome :** Heu oui... mais aussi du fait que tous les politiques sont automatiquement envoyés en préventive... et là c'est des mois, pas quelques semaines.

**Le Huchoer : Justement, y a-t-il des disparités entre les politiques et les économiques ? Une différence est-elle faite, que ce soit de la part de l'administration pénitentiaire ou bien entre les prisonniers eux même ?**

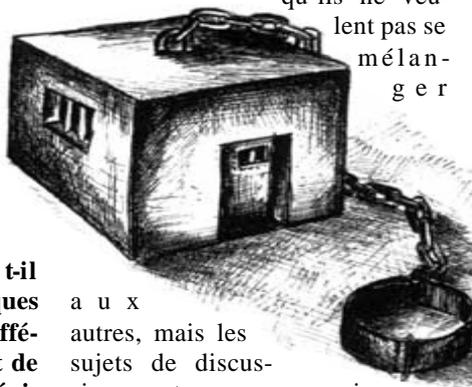
**Jerome :** Oui, on peut dire qu'il y a des différences, de part déjà des conditions de détention, où l'on va être classé forcément DHR (1), ou DPS (2). Et c'est vrai qu'on est classé systématiquement. A Fleury, on est mis dans des cellules, seuls, surveillés de très près. Partout où l'on va nous sommes accompagnés. Moi sur mon dossier (que je n'avais pas le droit de consulter évidemment) était écrit en gros et en rouge : « autonomiste breton ». Avant d'arriver, les surveillants me connaissaient. Mon nom de famille c'était « le breton » là bas. Tout de suite on est catalogué. Quand j'allais au parloir à la santé, il y avait une référence, des tas de chiffres se terminant par « ARB ». On est classé. Pour les basques c'est pareil.

**Le Huchoer : Nous avons souvent entendu des gens, dans le**

**milieu militant également, qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques, des personnes qui refusaient l'existence même de ce terme...**

**Jerome :** Et bien je vais te dire... il y a deux raisons pour lesquelles nous sommes des prisonniers politiques : la première raison est philosophique. Les personnes détenues politiques le sont non pour des raisons individuelles, mais pour des raisons collectives, l'essence même de la politique.

Deuxièmement, cela se voit dans la forme même. Les politiques restent souvent ensemble, non pas qu'ils ne veulent pas se



mélanger

aux autres, mais les sujets de discussions sont propres aux prisonniers politiques. Le militantisme continue malgré tout. En prison on est militant 24 heures sur 24... qu'on le veuille ou pas de toutes façons.

Généralement nous sommes également très entourés... par les copains, par Skoazell Vreizh, par la CARB, pour moi il y avait Debrae, il y avait la famille... un soutien énorme dehors. Après pour nous, il y a des choses encore plus difficiles, parce que la préventive dure encore plus longtemps. Mais il y a une solidarité... universelle on va dire.

De même, la perception qu'ont les économiques de nous également. Ils nous perçoivent comme tels. L'administration nous perçoit elle-même comme tel, mais nous n'avons pas le statut qui est pourtant là de fait, comme la censure (le courrier pouvant arriver des mois après) ce qui n'arrive que très rarement en temps normal pour les autres prisonniers.

En général c'est des corses, bas-

ques, bretons, GRAPOs, Action Directe...

Quand on était en promenade j'ai vu un cahier sur lequel était marqué à qui l'on serrait la main, à qui l'on disait bonjour, qui nous parlait... chose qu'ils ne faisaient pas pour les autres. En fait ils veulent savoir qui nous côtoie, jusqu'à nous envoyer des mecs, comme ces types que tu ne connais pas, mais qui te connaissent et te posent des questions. Ça fait une sensation vraiment bizarre. Le soir tu mets un peu plus de temps à t'endormir. Le caractère politique est manifeste. L'administration pénitentiaire s'en cache à peine.

Moi y'a des flics en civil qui sont venus fouiller ma cellule. Il n'y a pas le droit de faire ça... en termes de droits internationaux en tous les cas.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faille des privilégiés mais simplement qu'il faut le reconnaître clairement.

**Le Huchoer : Alors pourquoi refuse-t-on le terme de prisonnier politique ?**

**Jerome :** Parce qu'en France il n'y a pas de problème politique. Ce qui ne les empêche pas de continuer à se servir d'une juridiction d'exception, l'enfant bâtard de la Cours de Sûreté de l'État. Les juges antiterroristes et leur police, la DNAT, font un travail politique, de surveillance politique.

La spécificité bretonne, car je pense qu'il y en a une, comparé aux basques et aux corses, c'est que la Bretagne est un enjeu beaucoup plus important. C'est trop important économiquement, stratégiquement pour la France. C'est pour cela qu'ils tapent beaucoup plus vite et plus radicalement sur les bretons quand il se passe la moindre chose. C'est un fait. Quitte à faire des bavures, arrêter des centaines de personnes... eux ça ne les préoccupe pas. C'est taper pour prévenir. La moindre étincelle, et ils sortent non pas un sceau d'eau, mais la citerne, quitte à faire des noyés.

(Suite page 20)

(Suite de la page 19)

**Le Huchoer : Parle nous de la censure :**

**Jerome :** En fait il y a une double censure. Du point de vue des prisonniers politiques, ils sont censurés 2 fois : une fois par le juge d'instruction et une deuxième fois par l'administration pénitentiaire, c'est-à-dire une censure du ministère intérieur et une censure venant du ministère de la justice

**Le Huchoer : On ne censure pas les mêmes choses évidemment**

**Jerome :** La censure ce n'est pas forcément « je te pique ton courrier et que je ne te le rends pas ». C'est aussi le courrier qu'on te photocopie. Tout est censuré, tout est lu, mais par le juge. L'administration pénitentiaire, elle, ne peut pas lire tout le courrier, elle tape un peu au hasard. La censure pénitentiaire s'attaque surtout aux fanzines etc... Il y en a peu près un sur cinq qui passe. Mais ça dépend aussi des prisons. A Fleury ils censurent systématiquement dés que c'est un peu politique.

**Le Huchoer : Tu ne recevais donc pas le Huchoer par exemple ?**

**Jerome :** Nan, il était censuré, tout comme était censuré le kannadig, l'ABC, le GUBAD...

Mais tout ça dépend grandement de la politique interne de chaque prison. Il y a la loi, mais chaque prison a son règlement intérieur. Le directeur de la prison agit comme le maître, il peut changer son règlement du jour au lendemain comme bon lui semble. S'il veut nous faire marcher droit le long des lignes il peut le faire. A Fleury par exemple on ne peut pas marcher n'importe comment... On doit avoir le pantalon bien mis, la serviette bien sur les bras, les vestes fermées... Fresnes c'est comme ça aussi, c'est militaire. Par contre la santé non...

Mais pour en revenir au sujet, la censure c'est aussi le galo, quand

ils n'arrivaient pas à traduire. Beaucoup de lettres en galo ont été censurées, certaines lettres en breton, des livres qui m'ont été envoyés, celui de Mouesca par exemple et surtout des courriers d'étrangers, ou des courriers de chercheurs qui faisaient une étude sur les prisonniers politiques. Mais pourtant ils doivent justifier leur censure.

**Le Huchoer : As-tu connu la violence carcérale ?**

**Jerome :** La vie carcérale en France c'est de la merde, c'est une honte.

J'ai vu des mecs, Ahmed, se faire taper dessus pour délit de sale



gueule. Les mecs sont venus à 6 ou 8, parfois ils mettent les cagoules et ils lui ont tapé dessus. Il a porté plainte, mais il n'y a pas eu de suite.

Moi-même j'ai refusé un ordre pendant une fouille à nu, c'est-à-dire de me baisser et de tousser, et je me suis fait taper par 6 gendarmes. Je n'avais ni insulté ni tapé, je refusais simplement une ultime humiliation. Ils m'ont alors mis la tête dans la merde, et fait une clef pendant 3 minutes, avec menottes, tout ça à poil... y'avait aucune raison. Ça les fait marrer... les mecs après ça ils sont contents.

J'ai vu le même genre de comportement avec un mec du GRAPO, qui saignait dans le dos avec de nombreuses marques de coups.

**Le Huchoer : Pour résumer, c'est quoi la réalité de la prison ?**

**Jerome :** C'est vivre avec les rats, être enfermé 22 heures sur 24 dans moins de 9m² si l'on compte le lit et la table. Nan, tu vis pas. Tu deviens forcément très en colère. Et encore je suis étonné que cela n'aille pas plus loin. Quand tu vois ce qu'on y subit, je me dis qu'on a une capacité de résistance qui est énorme.

Les mecs là-bas, ce ne sont quasiment que des étrangers qui sont en prison... et là je ne crois pas que les étrangers aient un gêne de "méchanceté" plus développé que celui des français. S'ils sont là c'est qu'il y a véritablement un problème. Moi ça m'a frappé. Et parmi eux beaucoup de jeunes plus que normaux, pas plus agressifs que ça, très intelligents. ! Les mecs quand t'es dans la merde, t'as pas de pécule, ils vont t'aider... il y a de l'entraide, et plus que dehors, ça c'est sur. Ce ne sont pas des individus marginaux, des gens à coté de la plaque mais des mecs qui en ont marre qu'on les prenne pour des cons ! Bosser pour 6000 balles et bien ils veulent plus. C'est pas en les foutant dans des conditions carcérales proches de celles de la Turquie qu'on va les "guérir"entre guillemets.

**Merci Jerome, en te souhaitant un bon retour parmi nous et parmi les tiens. Et encore une fois : à bas le système carcéral !**

- (1) Détenu à Haut Risque
- (2) Détenu Particulièrement à Surveiller (à moins que cela signifie comme blagent les DPS entre eux : Détenu Politiquement à Surveiller)

**SITE DE LA CARB**  
<http://www.prizonidi.free.fr>

**ADRESSES DES  
PRISONNIERS POLITIQUES  
BRETONS**

**Alain SOLÉ**

281 892 D1/202  
Maison d'Arrêt - 42, rue de la Santé  
75674 Paris cedex 14 - France

**Kristian GEORGEAULT**

276 024 - A 234  
Maison d'Arrêt - 42, rue de la Santé  
75674 Paris cedex 14 - France

**Pascal LAIZÉ**

274 740 - F 2 / 247  
42 rue de La Santé  
75674 PARIS Cedex 14 - France

**Stéfan PHILIPPE**

281 868 B 129  
42 rue de La Santé  
75674 PARIS Cedex 14 - France

**Skrivit dezho ! Ezhomm bras o deus  
eus ho lizhiri !**



**Scène de violences policières à Lorient le 23 avril**

*Suite au récent rapport qui a mis en avant l'augmentation des violences policières dans l'hexagone, voici un témoignage qui vient justement démontrer cet état de fait :*

Pour info, j'ai été témoin de violences policières à Lorient sur deux personnes et j'ai été interpellé à mon tour et placé en garde à vue ; je suis assigné à comparaître devant le tribunal correctionnel de Lorient le 14 octobre pour les infractions suivantes : outrage et violences volontaires envers un représentant de l'autorité publique.

Pour la petite histoire, je rentrais, avec Nevrotic Explosion, du concert que nous venions de faire avec Parabelum dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 avril pour nous rendre à l'hôtel. Nous avons été témoins d'une interpellation musclée de deux personnes par trois flics; une jeune femme était déjà dans le véhicule de police et

un gars était maintenu à terre par deux flics qui lui collaient leurs genoux dans le dos et sur le visage ; le gars hurlait comme pas possible. Nous nous sommes approchés et les flics nous ont sommé de partir. J'ai juste dit que je ne faisais que constater l'interpellation et je leur demandais d'arrêter de brutaliser le gars. Comme ils continuaient j'ai poussé un des flics qui a sorti son tonfa, puis son chien avant d'appeler des

renforts. En moins de cinq minutes deux bagnoles de la BAC suivies d'un fourgon sont arrivées en trombe. J'ai tout de suite été désigné par le flic que j'avais poussé comme le gars à interpellier et donc les cowboys me sont tombés dessus. Les autres du groupe ont commencé à gueuler et les flics arrivés en renfort les ont repoussés. Voyant ça je me suis énervé à mon tour et le mec de la Bac qui me tenait m'a fait tomber à terre et m'a passé les menottes. J'ai été directement emmené au commissariat pendant que les autres se faisaient bouculer à leur tour. Notre bassiste s'est pris deux coups de matraque et s'est fait embarquer également. Lui n'a pas été poursuivi, mais les deux personnes interpellées à l'origine et moi-même passons donc devant le tribunal. Vive la France!



**Nico**

A ce sujet, n'oublions pas la parution mensuelle de l'Observatoire des Libertés publiques, *Que fait la police ?*, qui traite

justement des bavures, de l'augmentation du tout-sécuritaire et à qui on peut témoigner de ce genre d'affaires. *Que fait la police ?* vient de sortir son centième numéro au mois de mars. On peut s'abonner à l'adresse suivante : *Que fait la police ?*, 7/9, Passage Dagorno, 75020 Paris. (chèque de 10 euros à l'ordre de l'Observatoire des Libertés publiques)



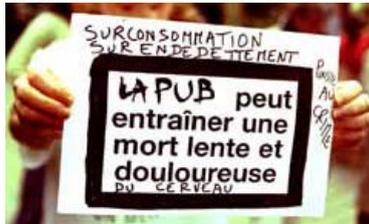
## La pub nous détruit... détruisons la pub !

(Petite anecdote publicitaire...)

**E**n dé all, pa oèn-me é pourmen, em eus gwelet ur paotr é klask da ziverkein un dra enep en toullèu-bac'h, sinet get ur strollad diveliour ha dizalc'hour, hag e oé skrivet àr-seblant oc'h mogoer e liorh, ur vur-agglo louedet, trist ha tout.

Me 'zo bet é lâr dehañ e oé mat da naetein (pesort beg-sukret on !) met e oèn souehet eùé é welein kement a aked da lamein al liherièu-bennak-mañ, tra ma emañ un dra euhus én e jardin : ur banell (5/4m dre-vras) é fougeal madoberèu ur yaourt (get ur plac'h mat a-feson, èl-just...) pe é c'houlenn genamb monet da zizolein ken plijus eo micher en archerion (rak aveid hon eurvad brasañ èl eid hani EDF e tro er banell-señ da ziskouez tri fub deamb !).

Paour-kaez begeg on, ankouaet 'moé ne oé ket er pub ur benweg aveid nac'hein en hinienn, marc'hadourraad korf en den (er Vaouez dreistholl), re vevezein hag àr-señ eid produein ha saotrein betek re. N'eo ket ! Un arz eo ar brudereh ! Ha pebeh chañs en deus ar paotr-señ da vout skeudenn an arz kevalael getoñ, én ur vout paeet (èl en deus lâret dein, lorc'h ennañ) oc'hpenn-señ !



Chetu penaos a bount tud bennak o loustajèu àrnamb o-unan, én ur hounit arc'hant ; met ne zisoñjamb ket : *la pub est au Kapital ce que les flics sont à l'Etat !* En em silein a ra é buhé en dud da vestronein ha reolein o doare-deho. Chetu a-gaos da betra 'zo barrek un den da vrukat en tammig « natur » a zo dirak e di get ur bern houarnaj-ramz ha hudur aveid gellout prenein ur bern houarnaj-all, ur Mercedes hag a zo é kousket én e garrdi. (gwir eo !)

Neuseñ eo dav d'en dud ne faot ket ken deho andurein en strogajèu-mañ (ha bout 'zo, daoust d'er peh a lâre er bailh-señ dein) labourat asembles enep strujein en armaj-armeh mod-señ. Tu 'zo implij pep tra (èl get en « bagadèu-schtroumpf » !) : vièu leun a liwadur, maen da harpein er panellèu-tro, bahadèu, eoul-maen, « oberiadennèu-dornad » e-gis « torrerieon ar pub »...

Re a dud a vev, a bourfit pe a ra o feh-ler zoken aveid ar pub ; met un nebeudig tud 'zo, é-skoaz ar re a ziwask en sakad-mañ bemdé. Ni'zo gouest da vout melezourièu er bed ag arc'hoah én ur gas askedèu dilufr o skeudennèu-reizhennein, disliv ha mehus ken alies, en-dro én o beg... D'en armèu ha marv d'er pub !

**Vergisstmeinnicht**

## Ni papiers, ni frontières entre les nations !

Depuis le 5 mai en moyenne une dizaine de personnes sans papiers occupent quelques salles de la fac de Villejean (Rennes 2). Elles sont soutenues par le collectif rennais de soutien aux sans papiers, des libertaires et anarcho-syndicalistes ainsi que par des individus non organisés. La raison de cette occupation : ces sans papiers demandeurs d'asile politique ont normalement droit au logement durant l'examen de leur dossier par l'OFPPA (Office Française de Protection des Réfugiés et Apatrides). Cependant, restrictions budgétaires obligent, les institutions étatiques (Préfecture et DDASS), ne respectent plus ce droit. Selon le site du collectif (<http://sp35.free.fr>) «A Rennes, depuis plus d'un an, les célibataires n'accèdent plus au logement ; puis ce fut le tour des couples sans enfants il y a 6 mois ; c'est maintenant le tour des familles avec enfant(s) : " à eux de se débrouiller ". Mais voilà que aujourd'hui 7 personnes vivent la réalité que ces mesures laissaient présager : même le 115 n'accueille plus, elles sont à la rue !!! ». Des manifs et des actions sont régulièrement impulsées, la préfecture a été plusieurs fois investie par une cinquantaine de personnes, celles-ci se sont faites à chaque fois rapidement éjectées par les forces étatiques du désordre après un contrôle d'identité général. Cette occupation ne relève pas de l'humanitaire, pas question de faire du traitement au cas par cas ; le but affiché par les militants soutenant cette initiative est clairement d'instaurer un rapport de force avec les autorités, montrer que face à l'inhumanité capitaliste, nous saurons crier haut et fort que solidarité n'est pas un vain mot !

**Per-Ewan** (le 26/05/2004)

La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL) rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, ainsi que des individuEs. **N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.**

**Coordination** : [cbil@no-log.org](mailto:cbil@no-log.org) / CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

**Collectif Treger Disuj** : [treger.disuj@no-log.org](mailto:treger.disuj@no-log.org) / Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

**Collectif Huch!** : [huch@no-log.org](mailto:huch@no-log.org) / Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

**Collectif Ti an dispac'h** : [ti.an.dispach@free.fr](mailto:ti.an.dispach@free.fr) / TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

**Contact Lorient** : [huch.an.orient@bzh.net](mailto:huch.an.orient@bzh.net)

**Contact Alsace** : [Penngoulo@no-log.org](mailto:Penngoulo@no-log.org)

- ?? **26/03 : arrestation d'Hervé Bossard, militant de l'association culturelle Bemdez**, à Paris. Il est placé en détention provisoire pour avoir transgressé un contrôle judiciaire qui lui interdisait de quitter la Bretagne.
- ?? **Libération de Gaël Roblin** après 3 années et 226 jours de détention provisoire **et de Jérôme Bouthier**, , après 2 ans et 178 jours de détention provisoire.
- ?? **21/04 : le militant breton vannetais Hervé Bossard** est libéré après 26 jours de détention provisoire.
- ?? **5/05 : occupation de la fac de Villejean par des sans-papiers** et par le collectif de soutien, afin de réclamer des papiers et des logements pour tous et toutes. L'occupation continue toujours à ce jour.
- ?? **6/05 : rassemblement et manif** contre l'expulsion de 3 squatts à Rennes.
- ?? **13/05 : la conférence du juge Thiel à Vannes est perturbée par des militants bretons venus demander des comptes au magistrat.**
- ?? **14/05 : manif pour les sans-papiers à Rennes**, place de la mairie.
- ?? **17/05 : manif à Lannion, Treguier et Guingamp** pour protester contre la décision du rectorat de supprimer des postes d'enseignement du breton.
- ?? **20/05 : manif** contre l'acharnement judiciaire dont sont victimes les militants bretons à **Guingamp**.

#### A VENIR

- ?? **Les 28, 29 et 30 mai auront lieu les Devezhiou Breizh Dieub**, journées de l'indépendance, avec une marche et des manifestations entre Morlaix et Guingamp. Au programme le vendredi 28 à Morlaix débat à la MJC, 7 place du Dossen avec pour thème Europol, les nouvelles mesures de répression sociale et sécuritaire (recalculés, flicage...), suivi d'un buffet. Le samedi 29 rassemblement devant la mairie à 10 heures et départ en caravane jusqu'à Plounevez-Moedec, puis marche de Plounevez jusque Gurunhuel. Le soir conférence débat à partir de 18h30 sur la répression en Bretagne salle de Gurunhuel et concert avec Lik ha Lik, Titty Twister et fest-noz. Enfin le dimanche 30 marche au départ de Gurunhuel en direction de Mousteru et de Guingamp. A 17 h prise de parole

place du centre à Guingamp et vidéo projection à 19 heures à la galerie Kig hag arz.

- ?? Le même week-end, aux mêmes dates (28, 29, et 30 mai) a lieu le désormais traditionnel **Fuckin'Art Rock** au wagon à Saint-Brieuc avec entre autres The Analogs, Los Tres Puntos, Les Corons Puent, Schneider Sect, In the Shit, Amiante, Urban Blight, La Fraction, Craft...en tout plus de 20 groupes se partagent l'affiche et c'est 20 euros les 3 jours.

#### DIVERS

**La C.B.I.L a réalisé des T-shirts** (lettrage en rouge) avec le slogan « Herzel bremañ ha trec'hiñ warc'hoazh ! », *résister maintenant, vaincre demain*, qui sont disponibles sur les tables de presse au prix de 15 euros, port compris. Tailles XL, L, M et fille.



A commander à l'adresse de la CBIL si ça vous branche...

#### LECTURES

**Earquake n° 84**, 3 timbres par courrier chez Frédéric Leca, 55 rue St Jean, 88300 Neufchateau, France. Un des doyens, sinon le doyen des fanzines underground français n'a pas changé de formule et c'est ça qui plaît : des interviews bien menées avec des groupes inconnus ou des vieux de la vieille (Stalag) et plein de chroniques, bref un fanzine comme on en fait plus, enfin plus beaucoup ! Incontournable.

**Profane Existence n° 44**, automne - hiver 2003, P.O. BOX 8722, Minneapolis MN 55408, États-unis, gratuit.

**Ligne 12b n° 6**, journal d'infos du collectif La Brèche, avril 2004, gratuit.

Je prend le train en route car comme vous pouvez le constater ce journal en est déjà à son sixième numéro, et c'est seulement aujourd'hui que j'en vois l'aboutissement sur papier avant d'en avoir entendu beaucoup parler. A l'instar du bulletin ABC de Dijon, ce journal est réalisé et diffusé par des militants anti-carcéraux

de Lille et recense tout un ensemble de brèves sur les politiques judiciaires et carcérales de la douce France, des brèves et communiqués. La Brèche, c/o CCL, 4 rue de Colmar, 59000 Lille.

**Le Cat Pages**, avril-mai 2004, publication de la CNT – FAU de Rennes.

Des articles généraux, comme la petite « leçon » de démocratie directe et le rôle des AG, et pas mal d'actualités sur les mobilisations étudiantes et syndicales, puis bien sûr une présentation de la CNT. Ça circule du côté de Villejean à Rennes !

**Bulletin ABC/CNA n°59**, mars 2004, gratuit, abonnement 0,69 euros par numéro.

La référence en terme d'informations sur le milieu carcéral et les procès en cours, de part sa régularité. Le bulletin est désormais au format A5 ; l'adresse est la suivante : ABC c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex.

**Street Trash, « Apocalypse Skwal attack n°4**, prix libre, février 2004.

Ça avait déjà de la gueule, mais là Street Trash est passé à la vitesse supérieure : 84 pages imprimées, couverture papier glacé ! Ce qui est intéressant c'est ici le travail réalisé en collectif par une dizaine de personnes de Rennes et ça donne pas mal. Il ne manque plus que la régularité... Bref, c'est fourni et gavé d'infos, articles politiques, interviews, chroniques...

**Veg'Info, n° 10, printemps 2004**, trimestriel d'information sur le végétarisme et la protection animale.

Toujours la grande classe au niveau présentation et informations, Veg'Info est le journal dont je conseille la lecture à tous les nombreux –ses camarades pour qui le végétarisme est sujet de bonnes blagues et autres sarcasmes... N'oubliez pas que notre, je devrais dire votre, consommation de viande a pour conséquence l'agriculture productiviste en Bretagne et ailleurs, la pollution ainsi que la dépendance et l'exploitation des pays du Sud au profit des multinationales de l'agroalimentaire. Seules réserves que j'aurais pour le contenu de Veg'Info, ce sont les pubs indirectes pour des produits végétariens de sociétés connues.

**L'courrou d'néteïe**



## Où trouver le Huchoër ?

### Roazhon / Resnn :

- ?? Librairie Alpha Graph, rue d'Echange
- ?? Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend
- ?? L'Ekluserie occupée, rue Alphonse Guérin

### Sant Brieg / Saent Berioec :

- ?? Librairie Errances

### Gwengamp / Guingamp :

- ?? Ambassade du Peuple Palestinien, 7 rue Notre Dame
- ?? Maison de la Presse, place du Centre

### Boulvriag / Bourbriac :

- ?? Tabac Presse, place du Centre

### Tonkedeg / Tonquedec :

- ?? Café chez Jeannot, route de Lannion

### Lannuon / Lannion :

- ?? Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

### Kemperle / Quimperlé :

- ?? Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

### An Oriant / Lorient :

- ?? Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

### Gwened / Vannes :

- ?? Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

### Quimper :

- ?? Librairie Ar Bed Keltiek

### Lesneven :

- ?? Tavarn / Ti krampouezh « Chez Tom»  
18 straed Itron-Varia

### Brest :

- ?? Librairie Ar Bed Keltiek

### Paris :

- ?? Coop Breizh, rue du Maine

### Lille :

- ?? Infoshop, 4 rue de Colmar

### Nancy :

- ?? La Casbah, rue Villebois-Mareuil

+ les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes.